

LE DEVOIR

LES ACTUALITÉS

Les Hells Angels
à la conquête de l'Ontario
Page A 3

Crédits de l'Éducation:
Landry reste vague
Page A 2

VOL. XCII N° 29

LE LUNDI 12 FÉVRIER 2001

87c + TAXES = 1\$



Le premier ministre Jean Chrétien a passé en revue une garde d'honneur lors de son arrivée au Palais du peuple de Pékin.

CHAI HIN AFP

Bref dialogue sur les droits de la personne

Jean Chrétien aborde l'épineuse question avec M. Zhu

D'APRÈS LA PC ET L'AFP

Pékin — Pas entièrement satisfait des réponses qu'on lui a données, le premier ministre Jean Chrétien est néanmoins heureux d'avoir pu aborder de façon franche la question des droits de la personne avec son homologue chinois, Zhu Rongji.

M. Chrétien, arrivé samedi à Pékin pour une visite d'État d'une semaine à la tête de la plus grande délégation économique jamais réunie par le Canada, a

été accueilli solennellement hier après-midi par M. Zhu au Palais du Peuple, l'immense siège du parlement chinois qui donne sur la place Tiananmen. Accompagné de plusieurs premiers ministres provinciaux, présents dans le cadre de la mission d'Équipe Canada en Chine, M. Chrétien a pu converser pendant une heure et demie avec Zhu Rongji, qui était entouré par plusieurs de ses ministres.

La question des droits de la personne n'a pas monopolisé la rencontre, loin de là. Le commerce et

l'économie ont occupé une bonne partie des échanges qui se sont déroulés à huis clos dans une salle du Palais du peuple, situé tout à côté de la place Tiananmen. Mais M. Chrétien se dit heureux d'avoir juste pu évoquer les droits de la personne. Pour lui, il s'agit d'un progrès important. Il y a quelques années, c'est une question dont on ne discutait même pas avec un leader chinois.

VOIR PAGE A 8: DROITS

Pharmaciens

Québec prépare une loi spéciale

Les ordonnances de 3,2 millions de Québécois devront être honorées

ROBERT DUTRISAC
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

Le gouvernement est sur le point de demander une injonction et prépare une loi spéciale pour forcer les pharmaciens à accepter d'honorer les ordonnances des 3,2 millions de Québécois couverts par le régime public d'assurance-médicaments.

C'est ce qu'a appris *Le Devoir* d'une source bien informée au ministère de la Santé et des Services sociaux. «Il y a quelque chose qui est évident, c'est qu'il n'y aura pas brisure» dans les services rendus à la population assurée par le régime public, a-t-on indiqué. Deux moyens sont envisagés: demander à la Cour supérieure une injonction, basée sur le principe que l'assurance-médicaments est un service essentiel pour les plus démunis, et convoquer d'ici dix jours l'Assemblée nationale afin d'adopter une loi spéciale dont le libellé sera extrêmement contraignant pour les pharmaciens, assure-t-on.

VOIR PAGE A 8: PHARMACIENS

L'Homme, ce ver pensant

La carte détaillée du génome humain confirme que le nombre de gènes est moins élevé que prévu

AGENCE FRANCE-PRESSE

Paris — La publication détaillée de la carte du code génétique humain confirme que le génome humain comporte beaucoup moins de gènes que prévu, autour de 30 000, à peine deux fois plus que celui d'une mouche, et recense une mine d'informations que les chercheurs devront exploiter pour créer les médicaments de demain.

Annoncée comme un événement marquant de l'histoire de la science, la présentation de la version la plus complète jamais obtenue du génome humain doit être solennellement faite aujourd'hui dans plusieurs capitales, de Washington à Tokyo en passant par Londres, Paris et Berlin, et publiée simultanément dans les prestigieuses revues *Nature* et *Science*.

VOIR PAGE A 8: HOMME

Les bénéfices ne sont pas pour demain

DOROTHÉE MOISAN
AGENCE FRANCE-PRESSE

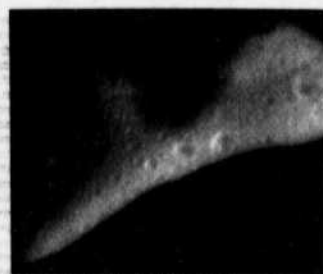
Washington — À l'heure où la connaissance du génome humain et celle de son séquençage s'affine, les laboratoires de biotechnologies devront attendre encore plusieurs années avant de commercialiser les médicaments issus de ces découvertes et voir leurs bénéfices décoller.

Les actions des entreprises biotechnologiques ont chuté de près de 40 % depuis leur pic de mars dernier, selon l'indice du secteur au Nasdaq.

VOIR PAGE A 8: BÉNÉFICES

ACTUALITÉS

Collision fatale entre Eros et son satellite
Page A 4



PERSPECTIVES

Qu'est-ce qui presse?

Le débat dure depuis trois décennies. Plusieurs projets de loi sur la concentration de la presse ont été rédigés au fil des ans, aussitôt envoyés dans les limbes. Pourquoi cette fois-ci faudrait-il légiférer sur la presse?

La question a été posée tout récemment à quelques journalistes par des fonctionnaires du ministère de la Culture en prévision de la commission parlementaire sur la concentration de la presse qui commence demain.

Excellente question en effet, alors que devant ce sujet le public semble apathique et que les journalistes eux-mêmes ont été plutôt lents à réagir. Habités par un sentiment d'impuissance devant l'ampleur des transactions en cours, protégeant d'abord leurs emplois, ayant abandonné le discours gauchiste d'il y a 20 ans qui voyait dans chaque dirigeant d'entreprise un «sale patron», les journalistes regardaient les empires se constituer en prenant acte des nécessités de la nouvelle économie mondiale.

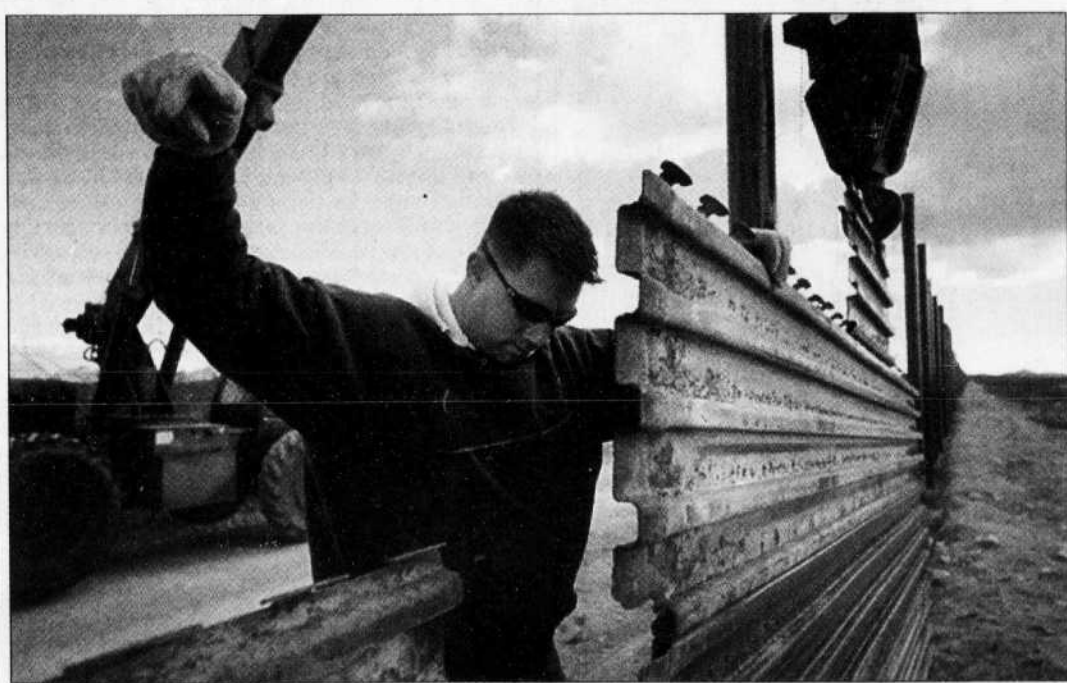
Le débat sur la concentration de la presse est loin d'être neuf. En 1967, déjà, Claude Ryan demandait une commission d'enquête sur la vente de *La Presse* à Paul Desmarais. En 1968 le Sénat canadien entreprend les travaux de la commission Davey sur les *mass media*, qui pose comme principe que toutes les transactions qui augmentent la concentration des médias sont indésirables et contraires à l'intérêt public, à moins de prouver le contraire. Le rapport de la commission passe aux oubliettes. Une commission parlementaire qui siège à Québec pendant quatre ans sur le même sujet ne produit même pas de rapport.

En 1980-1981 la Commission royale du gouvernement fédéral sur les quotidiens, la Commission Kent, rend une conclusion spectaculaire: la situation est «inacceptable», le niveau de concentration est devenu trop élevé et il menace la santé démocratique.

VOIR PAGE A 8: PRESSE

INDEX

Annonces.....	B 3	Monde.....	A 5
Actualités.....	A 2	Mots croisés..	B 2
Avis publics..	B 2	Météo.....	B 2
Culture.....	B 8	Planète.....	B 2
Éditorial.....	A 6	Religions.....	B 6
Horizons.....	B 1	Sports.....	B 4
Idées.....	A 7	Télévision.....	B 7



Un ouvrier américain s'affaire à dresser un mur sur la frontière mexicaine, en Arizona.

AFP

Zone de guerre

En six ans, 1500 personnes sont mortes en tentant de passer du Mexique aux États-Unis

À Washington et à Mexico, les présidences viennent de changer de masque. George W. Bush et Vicente Fox — deux conservateurs avec, conscience sociale ajoutée — se sont engagés à apporter des solutions à un problème profond et conjoint, qui est celui de l'immigration mexicaine aux États-Unis. En trois volets, *Le Devoir* brosse le portrait d'une situation confuse, dramatique... et payante.

GUY TAILLEFER
LE DEVOIR

Ciudad Juarez — «Quand je serai grand, dit le gamin à la dame, j'irai au Nord.» En essayant de ne pas y laisser sa peau. En six ans, presque 1500 personnes, en majorité des Mexicains, sont décédées en tentant de traverser la frontière des États-Unis. Qui le sait? Noyées dans le Rio Grande (qui s'appelle le Rio Bravo au Mexique). Mortes de soif, de faim ou de froid dans le désert de l'Arizona ou du Texas. Parfois tombées sous les balles de la police des frontières américaines ou de ranchers qui, prenant entre leurs mains la justice et leur fusil, en ont radicalement marre de voir ces «wet backs», ces «mojados», ces «dos mouillés» traverser leur «Private Property» sans demander la permission. Et les

chiffres continuent de grimper. Ensevelis sous l'indifférence générale.

Les morts à la frontière? Les médias les relèvent, mais «on ne s'en rend même plus compte», dit le maire latino de la petite ville texane d'Eagle Pass, José A. Aranda, qui s'en désole par ailleurs. L'air de demander: que voulez-vous que j'y fasse? Une hécatombe qui ne dit pas son nom, oui, mais ça ne l'empêche pas de dormir.

Ce qui l'allume plutôt, dans l'étroit immédiat, c'est le stimulant injecté à l'économie de consommation locale par le gonflement dans la région des effectifs de la Border Patrol. Une manne qui s'entremêle à la croissance massive de l'activité frontalière provoquée par l'Accord de libre-échange.

VOIR PAGE A 8: ZONE

Lire aussi en page B 1: La porte tournante

• LES ACTUALITÉS •

Le Canada maintient toujours son embargo sur le bœuf brésilien

AFP ET REUTERS

Ottawa — Le Canada ne lèvera pas son embargo sur les importations de viande de bœuf du Brésil avant d'avoir les résultats de la mission technique qui doit se rendre dans ce pays cette semaine, a indiqué hier une porte-parole du ministère de l'Agriculture.

Tant que l'enquête de cette mission sur la santé du cheptel bovin au Brésil ne sera pas terminée, Ottawa ne modifiera pas la décision prise le 2 février, a indiqué Sylvie Millette-Leduc, démentant les affirmations d'un responsable brésilien, samedi.

La mission coordonnée par le Canada est composée de six vétérinaires, deux canadiens, deux américains et deux mexicains.

Elle «partira en début de semaine», a précisé un porte-parole de l'Agence canadienne d'inspection des aliments, Jim Hunter. «La levée de l'embargo dépendra de ce qu'ils trouveront», a ajouté M. Hunter.

Ces déclarations viennent contredire ce qu'avait indiqué samedi le secrétaire brésilien de Défense agricole du ministère de l'Agriculture, Luiz Carlos de Oliveira. Celui-ci avait laissé entendre que la suspension pourrait être levée avant même l'arrivée de la mission technique, peut-être dès aujourd'hui, Ottawa jugeant selon lui suffisantes les informations envoyées par les autorités brésiliennes sur la santé du cheptel.

En une semaine, les pertes financières brésiliennes se sont élevées à deux millions de dollars américains, en raison de ce que Brasília qualifie de «boycott» imposé par Ottawa, suivi par les États-Unis et le Mexique le lendemain.

Au Brésil

Des journaux brésiliens citant des sources gouvernementales avaient annoncé samedi que le Canada pourrait lever dès aujourd'hui son embargo sur le bœuf brésilien.

La décision de révoquer au début de la semaine l'embargo consti-

tuerait une victoire pour le Brésil, qui accuse le Canada d'imposer un embargo en guise de représailles contre les subventions accordées à son secteur aéronautique et non pour des raisons de santé publique. Le gouvernement brésilien soutient qu'il n'y a jamais eu de cas de vache folle dans le pays.

La maladie de la vache folle, ou encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), a provoqué l'inquiétude des consommateurs à travers l'Europe. Plus de 80 personnes en Grande-Bretagne et deux en France sont décédées des suites de la nouvelle forme de la maladie de Creutzfeldt-Jakob, que les chercheurs britanniques attribuent à la consommation de bœuf atteint d'ESB.

Luiz Carlos de Oliveira, secrétaire à la protection du bétail au ministère de l'Agriculture, a confié au quotidien *Folha de Sao Paulo* que l'embargo pourrait être levé aujourd'hui, avant même l'arrivée d'une équipe d'inspection sanitaire canadienne.

Le président brésilien Fernando Henrique Cardoso avait pour sa part lancé vendredi un ultimatum au Canada, lui donnant trois semaines pour retirer son interdiction. «Sinon, ce sera à la guerre comme à la guerre», a-t-il déclaré.

Ottawa a promis que des inspecteurs sanitaires arriveraient rapidement au Brésil ainsi que la demande du gouvernement brésilien et que l'embargo serait levé dès que l'équipe aurait conclu qu'il n'y avait pas de trace de la maladie de la vache folle dans les cheptels du pays.

Oliveira a ajouté que les recherches de l'équipe n'étaient pas nécessaires et que des informations sur les vaches importées d'Europe par le Brésil jusqu'en 1997 constituaient les seules formalités à remplir pour justifier la levée de l'embargo. Il a précisé qu'un courriel comportant les informations sur les bêtes importées serait envoyé au gouvernement canadien aujourd'hui.

Landry reste vague sur les crédits qui seront octroyés à l'Éducation

La Fédération étudiante universitaire du Québec réclame une augmentation d'au moins 5 %

HÉLÈNE BARIL
LE DEVOIR

Le ministre des Finances Bernard Landry a refusé hier de préciser si le budget du ministre de l'Éducation sera augmenté suffisamment ou s'il devra effectuer des compressions ailleurs pour respecter les engagements pris par le gouvernement québécois lors du Sommet de la jeunesse ou lors en campagne électorale.

«Vous verrez ça lors du dépôt des crédits au mois de mars», s'est contenté de dire M. Landry, qui rencontrait la presse pour la première fois depuis l'intervention d'urgence du premier ministre Lucien Bouchard pour régler le différend qu'il l'a opposé au ministre François Legault.

L'intervention du premier ministre a permis de concilier des hypothèses, et non de réconcilier des individus, selon M. Landry. «Je n'ai jamais été brouillé, alors je ne me suis pas réconcilié», a soutenu le candidat à la succession de Lucien Bouchard, après une assemblée partisane à Laval.

M. Landry s'est dit «ravi» que le ministre de l'Éducation ait finalement conclu qu'il est possible de concilier les réductions d'impôt avec l'amélioration des services dans la santé et l'éducation. Dans une entrevue récente au *Point*, à Radio-Canada, François Legault avait soutenu qu'il était impossible de concilier ces objectifs.

Ni le ministre Landry ni le président du Conseil du Trésor, Jacques Léonard, n'étaient aux côtés de MM. Bouchard et Legault, après la rencontre de la réconciliation, vendredi. Ils s'étaient éclipsés par une autre porte parce que, a expliqué M. Landry, une conférence de presse à quatre n'est pas idéale. «Deux personnes, c'est suffisant, particulièrement quand une des deux est le premier ministre du Québec.»

Les propos du ministre de l'Économie et des Finances n'ont rien



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Le ministre des Finances Bernard Landry, qui aspire à la succession du premier ministre Lucien Bouchard, a été accueilli par de nombreux militants, hier, à Laval et Sainte-Thérèse, alors qu'il poursuivait sa tournée des régions.

fait pour rassurer la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). «On doute encore, parce que ce n'est pas clair», a commenté son président Christian Robitaille.

La FEUQ a rendu publique hier une étude qui conclut que non seulement le gouvernement québécois a assez d'argent pour respecter tous les engagements qu'il a pris, mais qu'il en a suffisamment pour ne pas effectuer de compressions ailleurs dans le budget du ministère de l'Éducation. Les étu-

dants s'attendent donc à une hausse de 5 % des crédits alloués à l'éducation, soit 500 millions de plus.

Pour la FEUQ, il est important que le ministre Bernard Landry dise clairement que l'éducation est une priorité pour de son gouvernement et ce, avant le dépôt des crédits. «Quand il veut être clair, il est capable de l'être», a glissé Christian Robitaille.

Pour sa part, le président de la Conférence des recteurs et des

principaux des universités du Québec (CREPUQ), François Tavenas, se dit satisfait de ce qu'il a entendu de la bouche de MM. Bouchard et Legault. «J'ai parlé à François Legault en fin de soirée vendredi et il m'a confirmé que l'ensemble de nos attentes seraient satisfaites», a dit le recteur de l'Université Laval.

Selon M. Tavenas, il faut quand même rester vigilant. «Mais je vois mal, après tout cet épisode, comment le gouvernement pourrait revenir sur ses engagements», a-t-il dit.

Alberta

Ralph Klein devrait déclencher des élections aujourd'hui

PRESSE CANADIENNE

Edmonton — Le premier ministre de l'Alberta, Ralph Klein, devrait déclencher des élections immédiatement après la lecture du Discours du trône, aujourd'hui.

La lieutenant-gouverneur, Lois Hole, lira le Discours dans le cadre des traditionnelles cérémonies marquant l'ouverture des travaux de l'Assemblée législative, mais on s'attend à ce que M. Klein dissolve la Chambre aussitôt après et inaugure une campagne électorale de 28 jours, au terme de laquelle les électeurs iront voter le 12 mars.

La nouvelle ne surprendra personne, puisque M. Klein avait déjà ouvertement laissé savoir qu'il entendait déclencher des élections «très peu de temps» après le Discours du trône.

Des membres du Parti conser-

vateur albertain ont été invités à assister à un rassemblement en fin de journée, et le parti a réservé une salle pour une conférence de presse dans un hôtel d'Edmonton.

Aux dires d'Allan Tupper, un professeur de science politique de l'Université d'Alberta, le déclenchement d'élections immédiatement après la lecture du Discours du trône indique notamment qu'après presque 30 ans au pouvoir, les conservateurs, qui détiennent 64 des 83 sièges à l'Assemblée législative, sont convaincus de remporter la victoire.

Le contenu du Discours du trône devrait être largement calqué sur les thèmes que martèle M. Klein depuis des mois : d'autres baisses d'impôts et plus de dépenses de programmes. La semaine dernière, il a une fois de plus joué la carte de la prospérité de la province, le gouvernement ayant annoncé qu'il pré-

voyait des revenus de 7,33 milliards supérieurs à ce qui avait été prévu au budget pour l'année financière en cours.

Pendant que les conservateurs mettent la dernière main à une machine électorale déjà bien rodée, les deux principaux partis d'opposition de l'Alberta en sont encore à rafistoler leur engin.

Les libéraux, qui détiennent 15 sièges à l'Assemblée, n'ont toujours pas réussi à trouver des candidats pour les représenter dans tous les comtés de la province.

Quant aux néo-démocrates, le parti, qui n'a que deux députés, vient tout juste d'éliminer sa dette.

Les deux leaders de l'opposition comptent faire campagne en mettant l'accent sur l'escalade des tarifs du gaz naturel et de l'électricité, sur la question de la privatisation des soins de santé et sur le financement de l'éducation.

EN BREF

Les infirmières recrutent

(PC) — L'Ordre des infirmières invite les jeunes à venir prendre le pouls de la profession d'infirmière. Afin d'informer ces éventuels membres de la profession, 42 hôpitaux des onze régions du Québec ouvriront leurs portes mercredi. Une opération similaire l'an dernier a permis de recruter plusieurs étudiants et étudiantes, désireuses d'oeuvrer dans le domaine. Selon la présidente de l'Ordre, Ghislaine Desrosiers, les possibilités d'emploi pour les diplômés sont excellentes.

Cellulaire dans les Bois-Francs

(PC) — Bell Mobilité procédera à l'installation d'une tour de réception cellulaire à Saint-Ferdinand-d'Halifax, dans les Bois-Francs, le printemps prochain. Il s'agit d'un investissement qui pourrait atteindre deux millions et demi de dollars. Il est pour l'instant impossible d'utiliser un téléphone cellulaire dans cette zone très montagneuse. Depuis 1996, un citoyen de l'endroit faisait pression sur Bell. Il venait de déposer une pétition de 500 résidents de la région.



Voyage d'études en Europe de l'Est et en Russie en 1999

ÉTUDES INTERNATIONALES

« Notre priorité : vous préparer à intervenir sur la scène internationale. »
Le doyen Jacques Lévesque

NOUS VOUS OFFRONS LES PROGRAMMES LES PLUS DIVERSIFIÉS ET LES PLUS PERFORMANTS DE LA RÉGION MONTRÉALAISE DANS LE DOMAINE INTERNATIONAL

- Baccalauréat en science politique : relations internationales
- Maîtrise professionnelle en droit international et politique internationale
- Maîtrise en science politique : relations internationales, politique étrangère, coopération et développement
- Doctorat en science politique : relations internationales
- Maîtrise en droit : droit international
- et une vingtaine de professeurs spécialisés dans le domaine international

Admission : (514) 987-3132 • Faculté : www.fspd.uqam.ca • fspd@uqam.ca

UN ENVIRONNEMENT DYNAMIQUE POUR LA RECHERCHE

La Faculté offre à ses étudiants un accès aux connaissances de pointe et un encadrement pour des travaux de recherche.

- Le Centre Études internationales et mondialisation (CEIM)

Ce nouveau centre regroupe trois centres de recherche solidement établis : le Centre d'étude sur le droit et la mondialisation (CEDIM), le Centre d'études des politiques étrangères et de sécurité (CEPES) et le Groupe de recherche sur l'intégration continentale (GRIC). Le CEIM étudie les affaires internationales et les transformations du système international dans une perspective multidisciplinaire.

Directeur : Christian Debloek

- La Chaire Téléglobe Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques

La Chaire rassemble les chercheurs, selon leurs intérêts et leurs spécialisations, dans le Groupe de recherche sur les interventions de paix dans les conflits intra-étatiques (GRIPCI), le Groupe de recherche et d'étude sur la sécurité au Moyen-Orient (GRESMO) et le Groupe de recherche et d'étude sur l'économie et la sécurité (GRES).

Titulaire : Charles-Philippe David

UQAM

Faculté de science politique et de droit
Université du Québec à Montréal

loto-québec

		résultats	
6/49		GAGNANTS	LOTS
Tirage du 2001-02-10		6/6	0 2 024 034,70 \$
		5/6+	4 151 802,60 \$
		5/6	162 2 998,50 \$
		4/6	10 909 85,30 \$
		3/6	221 580 10,00 \$
Numéro complémentaire: 12		Ventes totales: 13 919 710 \$	
		Prochain gros lot (approx.): 5 000 000 \$	
Quebec 49		GAGNANTS	LOTS
Tirage du 2001-02-10		6/6	0 1 000 000,00 \$
		5/6+	0 50 000,00 \$
		5/6	23 500,00 \$
		4/6	1 019 50,00 \$
		3/6	20 111 5,00 \$
Numéro complémentaire: 22		Ventes totales: 573 392,50 \$	
Extra		GAGNANTS	LOTS
Tirage du 2001-02-10		NUMÉROS	LOTS
		969595	100 000 \$
		69595	1 000 \$
		9595	250 \$
		595	50 \$
		95	10 \$
		5	2 \$
Extra		GAGNANTS	LOTS
Tirage du 2001-02-09		NUMÉROS	LOTS
		604612	100 000 \$
		04612	1 000 \$
		4612	250 \$
		612	50 \$
		12	10 \$
		2	2 \$
Ventes totales: 40 005 018 \$		Prochain gros lot: 2 500 000 \$	
		Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraîtront au verso des billets.	
		En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.	
		Le jeu doit rester un jeu	
		T V A, LE RÉSEAU DES TIRAGES DE LOTO-QUÉBEC	

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

Des motards discrets

Les Hells Angels étendent leurs tentacules en Ontario sans tambour ni trompette

Maurice Boucher est en prison, les Rock Machine et les Hells Angels ont conclu une trêve, les bombes se sont tuées dans le Grand Montréal. Terminée, la guerre des motards? Au contraire. Les Hells sont passés de la stratégie de l'affrontement à celle de l'inclusion, observe le sergent Guy Ouellette.

BRIAN MYLES
LE DEVOIR

Il aura fallu 23 ans aux Hells Angels, depuis la fondation de la première section à Montréal en 1977, pour recruter 239 membres. En un seul soir, le 29 décembre dernier, les Hells ont accueilli 168 nouveaux membres. «Du jamais vu», s'exclame le sergent Guy Ouellette, spécialiste de la lutte contre les motards à la Sûreté du Québec (SQ). À ce jour, ils sont 431 à porter les couleurs de la «big red machine» d'un océan à l'autre.

L'adhésion des Rock Machine aux Bandidos, une bande d'envergure internationale, «a changé toute la scène des motards au Canada», affirme le sergent Ouellette. Engagés dans une guerre meurtrière depuis l'été 1994, les Hells Angels ont révisé leur stratégie. Du mode élimination, ils sont passés à celui de l'inclusion. «L'objectif des Hells en Ontario, c'est de noyer les Bandidos», affirme Guy Ouellette. Ils vont mettre tellement de Hells partout en Ontario que les Bandidos vont étouffer et n'auront plus de place. Au lieu d'être en guerre et de se sentir épiés tous les jours, ils vont lâcher.

La stratégie semble porter ses fruits. Selon les estimations de Guy Ouellette, il ne reste déjà plus que «cinq ou six membres» des Bandidos à Toronto, moins de dix semaines après l'adhésion des Rock Machine à ce puissant gang aux ramifications mondiales. En



Une vingtaine de Hells Angels du Québec se sont rendus à Kingston, en Ontario, en juillet dernier, pour s'afficher dans cette province où ils ont finalement fait une percée.

core la semaine dernière, le transfuge des Rock Machine Paul Porter, qui porte maintenant les couleurs des Hells, a convaincu cinq membres de la section des Bandidos de la Ville Reine de changer de camp. Comme il reste moins de six membres actifs, le clan torontois des Bandidos est donc considéré comme inactif ou en reconstruction pour une durée indéterminée.

Depuis la mi-décembre, Les Hells Angels «offrent des patches à tout le monde», résume M. Ouellette. Pour la première fois de son histoire, la bande est présente dans toutes les provinces avec la percée qu'elle a réalisée en Ontario, le seul territoire qui lui échappait.

Gardez la paix!

Selon Guy Ouellette, il faut re-

monter à l'automne pour comprendre les changements survenus dans le monde des motards. Après six ans de guerre, et devant la pression politique en faveur d'un durcissement de la loi anti-gangs, «certaines familles du crime organisé ont rencontré certaines têtes dirigeantes des motards». La mafia italienne et le gang de l'Ouest craignent entre autres que l'agitation des motards n'entraîne des changements aux lois, poursuit Guy Ouellette. Un conseil fut donné aux «gars de bicyclette»: gardez la paix en vous regroupant en une seule bande.

Une première rencontre entre Maurice Boucher et le chef des Rock Machine a lieu le 26 septembre au Palais de justice de Québec. «L'exercice était fait pour qu'il y ait une visibilité nationale. Tu ne règles pas six ans

de guerre en 45 minutes de rencontre», dit le sergent Ouellette. Selon lui, les Hells Angels ont offert aux Rock Machine de se rallier sous leurs couleurs. «Ils voulaient qu'il y ait juste un groupe de motards au Canada.»

Ces discussions au sommet ont débouché sur une série de revirements (voir encadré) qui ont culminé avec l'entrée des Bandidos au pays, le 1^{er} décembre, et l'expansion des Hells en Ontario dans les semaines suivantes.

Sans se risquer à des prédictions, Guy Ouellette estime que les Hells passeront les prochains mois à «noyer le poisson» que représentent les Bandidos en offrant des couleurs à tout vent. «On assistera ensuite à un processus d'élimination naturelle, prévoit-il. Il y a du monde qui va mourir, ça c'est sûr.»

Les événements des derniers mois

L'intrusion des Bandidos au Canada et l'expansion des Hells Angels en Ontario se sont concrétisées en moins de trois mois pendant que les politiciens et les policiers étaient occupés à réécrire la loi antigangs. Chronologie d'une agitation accélérée.

■ 26 septembre: Francis Faucher, chef des Rock Machine, et Maurice Boucher, influent membre des Hells Angels, tiennent un court tête-à-tête bien public au Palais de justice de Québec. La trêve est imminente entre les deux bandes ennemies.

■ Vers le 5 octobre: les membres des Rock Machine refusent l'offre des Hells Angels, selon les renseignements colligés par les policiers. Les Hells entraînent la mauvaise réputation d'éliminer les leurs, ce qui soulève la méfiance. Une poignée de Rock Machine, y compris Paul Porter et Nelson Fernandes, affirment leur dissidence.

■ 8 octobre: sous l'égide de Nelson Fernandes, quelques membres des Rock Machine rencontrent leurs rivaux des Hells Angels au restaurant Le Bleu Marin, rue Crescent. Le journaliste d'Allô Police Claude Poirier et un photographe figurent parmi les convives. La trêve d'une durée d'un an est officialisée et publicisée sur toutes les tribunes.

■ Mi-novembre: les Rock Machine du Québec obtiennent le statut convoité de membres sous probation des Bandidos, l'une des quatre grandes bandes de motards au monde avec les Hells, les Pagans et les Outlaws.

■ 27 novembre: les Rock Machine acceptent l'offre des Bandidos en assemblée. Paul Porter et Nelson Fernandes refusent; ils avaient donné leur parole aux

Hells que les Bandidos n'entre- raient pas au Canada.

■ 30 novembre: un membre de la section montréalaise des Nomads et deux alliés des Hells Angels de Vancouver rencontrent le président international des Bandidos à la frontière canado-américaine de la Colombie-Britannique. Le chef des Bandidos avait donné sa parole aux Hells qu'il n'accepterait pas les Rock Machine dans ses rangs tant que la guerre ferait rage au Québec. À la faveur de la trêve conclue à la mi-novembre, il ne se sent plus lié par sa promesse.

■ 1^{er} décembre: les Rock Machine font leur entrée officielle au sein des Bandidos lors d'une fête à Toronto. Quatre sections sont formées, réparties également entre le Québec et l'Ontario. Cette province fera l'objet d'une vive convoitise entre les deux bandes en 2001.

■ 7 décembre: les Hells Angels du Québec rencontrent tous les clubs de motards ontariens non affiliés aux Bandidos et leur offrent d'adhérer à leur gang. Quatre des six groupes acceptent. Ils sont exemptés de la période habituelle de probation et obtiennent un statut officiel tout de go.

■ 29 décembre: les Hells Angels terminent l'année 2000 par un party où 168 nouveaux membres obtiennent leurs couleurs au local de la section de Montréal, à Sorel. Paul Porter, Nelson Fernandes, Salvatore Brunetti, Stéphane Trudel et Daniel Leclerc retournent leur vestes de Rock Machine ce soir-là ou dans les semaines suivantes pour rejoindre les rangs des Hells Angels.

■ La semaine dernière: Paul Porter convainc cinq membres des Bandidos de la région de Toronto de passer dans le camp des Hells.

Les intempéries coûteront des millions à Hydro

LE DEVOIR

Poteaux abattus, branches brisées, transformateurs terrassés. Les intempéries du week-end coûteront plusieurs millions de dollars à Hydro-Québec.

La société d'Etat ne peut encore chiffrer l'ampleur des dommages qui ont nécessité le rappel de plus de 300 équipes de travail et le remplacement d'équipements brisés. Les techniciens d'Hydro ont œuvré dans des conditions difficiles, exposés aux vents et au froid toute la fin de se-

maine, afin de rebrancher la population dans les meilleurs délais.

Au plus fort de la tempête, quelque 300 000 foyers sont tombés dans le noir. Environ 7000 abonnés étaient toujours privés d'électricité hier matin. Ils devaient renouer avec la lumière vers midi.

La plupart des pannes furent causées par l'explosion de transformateurs ayant subi des surcharges ou en raison de la chute de branches d'arbres sur les lignes électriques. Dans certaines régions, des poteaux tout entiers se sont brisés.

Les vents violents se sont déchaînés sur le sud du Québec et l'Ontario dans la nuit de vendredi à samedi, soufflant à une vitesse de pointe de 120 km/h.

Dans l'est de Montréal, ce puissant souffle a même provoqué l'effondrement de la partie supérieure d'un mur de briques au 14^e étage d'un immeuble. Les parties du mur se sont enfoncées dans la toiture d'un triplex voisin. Aucun des locataires n'a été blessé, mais ils ont tous dû être relogés ailleurs pour quelques jours.

Au moins six personnes ont trou-

vé la mort sur les routes. L'autoroute 401, en Ontario, s'est transformée en véritable cour à ferraille samedi matin. Une quarantaine de véhicules ont été impliqués dans un carambolage causé par la glace et le manque de prudence des automobilistes, entre London et Toronto. Dans la région de Trois-Rivières, le pont Lavolette a été fermé à la circulation parce que d'importantes plaques de glace se détachaient de la structure pour s'effondrer sur la chaussée. Le même scénario s'est produit sur le pont Pierre-Laporte et le pont de Québec.

Napster

Les internautes sont dans l'attente du verdict aujourd'hui

ASSOCIATED PRESS

San Francisco — Des milliers d'internautes attendent de pied ferme le verdict attendu aujourd'hui dans le procès contre Napster, ce site qui permet l'échange de fichiers musicaux privés au grand dam des maisons de disques.

Redoutant une décision défavorable des trois juges de la cour d'appel fédérale de San Francisco, ils ont encore été des centaines de milliers à se connecter au cours du week-end pour télécharger des chansons au format MP3.

La société basée à Redwood City (Californie) avait été traînée en justice en décembre 1999 à la suite d'une plainte déposée par l'Association américaine de l'industrie phonographique (RIAA) pour violation de copyright. Après une condamnation en première instance, Napster avait obtenu un sursis le 28 juillet dernier.

La société californienne, qui revendique 38 millions d'utilisateurs, argue du fait qu'elle ne fait qu'offrir un service aux internautes désireux d'échanger des fichiers musicaux privés et souligne que les chansons ne sont

pas toutes protégées par un copyright. Mais tous les internautes ne paniquent pas à l'idée d'une éventuelle disparition de Napster sous sa forme actuelle. James Pasin, un étudiant de l'université de UCLA, estime ainsi qu'il existe bien d'autres moyens de télécharger de la musique gratuitement. Il suffit de s'adresser au bon moteur de recherche, selon lui.

«Vous pouvez simplement rechercher la musique que vous voulez et le moteur vous oriente sur des liens qui vous permettent de télécharger à partir de serveurs privés», dit-il. «Il est presque impossible de surveiller tous ces sites.»

Quelle que soit l'issue de ce procès, il est probable que Napster disparaîtra de toute façon sous sa forme actuelle. Le géant de la communication Bertelsmann a en effet conclu en octobre dernier un accord de partenariat avec Napster permettant à terme de développer un nouveau système de distribution en ligne qui garantira le paiement des droits aux artistes. En retour, le conglomérat allemand — qui possède la maison de disques BMG — abandonnera ses poursuites contre Napster et rendra son catalogue musical accessible.



Carrole LEBEL
Linda PAGÉ
Sous la direction de
Carrole LEBEL

Intersection
Manuel de l'élève C

Mathématiques au
primaire.

224 pages - 19,45 \$

LIEC inc.
(514) 843-5991

En vente dans toutes les librairies

Conférence sur l'avenir de la gouvernance économique mondiale

Mercredi 14 février à 14h00
École des HEC - Amphithéâtre IBM

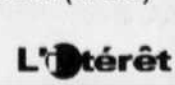
L'économie mondiale, tout comme l'économie nationale, n'est pas une fin en soi. Au service de la société elle doit être fondée sur un ensemble de règles et valeurs. Mais quelle règles et valeurs? Celles de qui?

W. A. Dymond,
négociateur en chef du Canada pour l'Accord
Multilatéral sur l'Investissement (AMI),
Pierre Laliberté,
du Congrès du Travail du Canada,

partageront ici leur point de vue sur ces questions.
Venez les écouter et leur poser des questions
lors de cet événement.

Entrée: 55 Étudiants: 15 - Billets disponible à la SRA (RJ-868)

site: www.hecf14.org



Radisson
Hôtel Québec
Centre

2 séjours =
1 nuit gratuite



Le Radisson Hôtel Gouverneur Québec devient le Radisson Hôtel Québec Centre. Redécouvrez ce grand hôtel fraîchement rénové. Nouveau décor, nouveau nom, confort amélioré.

Faites des affaires d'or à Québec avec notre promotion spéciale de 10 000 «Gold Points». Après deux séjours, vos points sont échangeables pour: une nuitée gratuite, 5000 milles Aéroplan, ou plus encore. Adhéz au programme Gold Rewards. Nuitées gratuites. Des primes en or.

Radisson

CENTRE-VILLE DE QUÉBEC
Radisson Hôtel Québec Centre
690, boulevard René-Lévesque Est
Québec (Québec) Canada G1R 5A8
Téléphone: (418) 647-1717
Télécopieur: (418) 647-2146
www.radisson.com/quebeccity
1-800-333-3333 ou communiquez
avec votre agence de voyage

*Selon disponibilité, en vigueur jusqu'au 31 mars 2001.
*Recevez 10 000 points Gold Rewards par séjour.
Informez-vous pour connaître les détails de la promotion.

• LES ACTUALITÉS •

Une première dans l'espace

Éros et son satellite vont enfin se toucher

Après une année à photographier l'astéroïde sous tous ses angles, NEAR amorce ce matin sa descente vertigineuse vers la surface du gros rocher

Un an après s'être rencontrés à la Saint-Valentin, Éros et son satellite vont enfin se toucher... À 10h31 ce matin, le satellite *NEAR Shoemaker* fera les premiers pas vers l'astéroïde qu'il a examiné sous toutes ses coutures depuis le 14 février dernier. Quatre heures plus tard, le satellite devrait enfin toucher le sol d'Éros. Une rencontre fracassante dont le satellite ne se relèvera vraisemblablement pas...

JUDITH LACHAPELLE
LE DEVOIR

Que faire d'un satellite qui a honorablement rempli sa mission, qui est à court de carburant et qu'il est impossible d'aller récupérer dans l'espace? On peut l'abandonner à son sort ou encore le sacrifier de façon spectaculaire. C'est ce que la NASA a décidé de faire aujourd'hui avec le satellite *NEAR Shoemaker*. Après une année à tourner autour de l'astéroïde Éros et à le photographier sous tous ses angles, *NEAR* amorcera ce matin sa descente vertigineuse vers la surface du gros rocher. Le satellite devrait envoyer des photos jusqu'à ce qu'il frappe sur le sol.

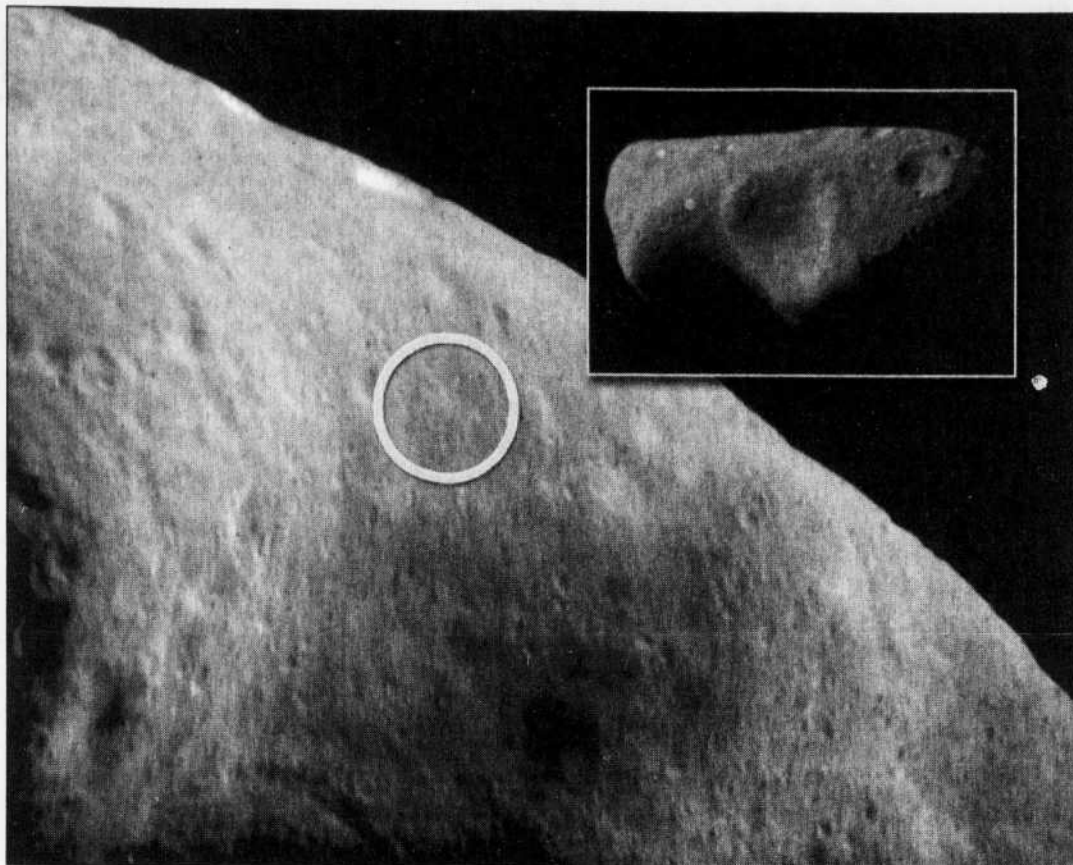
Il s'agit d'une manœuvre inédite, annonce la NASA. *NEAR Shoemaker* (pour Near Earth Asteroid Rendezvous, et en hommage au géologue Gene Shoemaker, spécialiste des astéroïdes) s'est mis en orbite le 14 février 2000 autour d'Éros après un long voyage de quatre ans depuis la Terre. Pendant un an, l'engin a pris quelque 150 000 photos de l'astéroïde en plus de collecter des données sur sa masse, sa densité, sa composition chimique. *NEAR Shoemaker* a plus qu'accompli sa mission, estiment les astronomes enthousiastes et comblés. Il a transmis dix fois plus de données que ce qui était initialement prévu. Il faudra encore quelques années pour finir d'analyser les données envoyées par le satellite.

Risques de collision nuls
Éros et son satellite artificiel

sont actuellement à quelque 316 millions de kilomètres de la Terre. Son orbite elliptique est différente des planètes. Éros croise l'orbite de Mars avant de s'approcher du Soleil, puis revient vers la planète rouge en saluant la Terre au passage. Les astéroïdes considérés comme proches de la Terre (Near Earth Asteroids, NEA), dont Éros, s'approchent à moins de 195 millions de kilomètres. À part la Lune, ils sont nos plus proches voisins dans le système solaire. «Les risques de collisions sont à peu près nuls d'ici aux prochaines centaines ou milliers d'années», rappelle Robert Lamontagne, professeur à l'Université de Montréal et membre de la Société canadienne d'astronomie. Mais on ne sait jamais, il n'est pas dit que dans un milliard d'années il n'arrivera pas quelque chose...

Les astronomes croient qu'Éros et la douzaine d'astéroïdes qui voyagent près de la Terre faisaient partie de la ceinture d'astéroïdes située entre Mars et Jupiter. «Il en aurait été éjecté il y a plusieurs centaines de millions d'années», explique M. Lamontagne. C'était l'une des raisons d'aller étudier l'un de ces astéroïdes qui voyage près de la Terre. On soupçonne qu'il s'agit d'un débris d'un ancien astéroïde beaucoup plus gros, qui était probablement entre Mars et Jupiter. Il y aurait eu une collision et Éros serait l'un des fragments qui a changé de trajectoire.

Le «fragment» Éros fait 33 kilomètres de long, 13 kilomètres de large et 13 kilomètres en épaisseur; il a la forme d'une pomme de terre. L'île de Montréal, en



SOURCE NASA

La photo principale permet de voir l'hémisphère sud de l'astéroïde Éros ainsi que le point d'impact (cercle blanc) du satellite *NEAR Shoemaker*, alors que la photo en encadré montre une vue d'ensemble de l'astéroïde, le point blanc à gauche indiquant le point d'impact.

comparaison, fait 50 sur 16 km. Il est couvert de 100 000 cratères et de roches, dont certaines semblent s'être désintégrées d'une façon qui intrigue les astronomes. L'astéroïde 433 Éros (parce qu'il s'agit du 433^e à avoir eu son orbite calculée) a été choisi à cause de sa grosseur — les autres NEA font environ un kilomètre d'envergure — et de sa proximité. «On a parfois l'impression qu'on est capable de se déplacer partout avec les fusées. Ce n'est pas aussi simple que ça», dit M. Lamontagne. Il faut faire des petits engins économiques avec peu de carburant. Il faut sélec-

tionner judicieusement sa cible pour minimiser les coûts de la mission. La NASA, comme n'importe qui, fait des projets pour le moins cher possible! Et la mission NEAR aura coûté quelque 224 millions de dollars américains à la NASA.

Gros comme une voiture

NEAR Shoemaker est gros comme une petite voiture et gravite à 35 kilomètres du centre d'Éros. À partir de 10h31, il amorcera une descente contrôlée de quatre heures vers l'astéroïde. À mesure qu'il s'approchera de la surface, les experts tenteront de ralentir la

descente de l'engin jusqu'à ce qu'il atteigne la vitesse d'un homme qui marche. La caméra sera pointée vers le sol et croquera une photo par minute. La dernière photographie devrait être prise à 500 mètres de la surface et devrait révéler des éléments d'une dizaine de centimètres de long.

Et après? L'atterrissage ne devrait pas se faire en douceur. La surface d'Éros est très irrégulière et le satellite n'a pas été conçu pour pouvoir se poser. Les spécialistes apprendront à poser un engin du genre en douceur sur un objet qui, comme Éros, n'a pas

une grosse forme gravitationnelle. «Et l'astéroïde n'est pas au coin de la rue, rappelle M. Lamontagne. Il y a un délai entre le moment où on envoie une commande et on reçoit la réponse du satellite. Il faut prévoir où il va se trouver chaque fois qu'on envoie une commande.» Les experts ne croient pas que le contact avec NEAR sera maintenu après son atterrissage. La sonde va probablement rouler un peu à la surface de l'astéroïde et l'antenne ne sera plus orientée vers la Terre. Ses chances de «survie» sont estimées à 1 %.

Les débris de *NEAR Shoemaker* ou de l'astéroïde ne seront donc pas récupérés. Il faudra attendre le retour de la sonde *Stardust* pour que les scientifiques aient un peu de «poussière d'étoiles» à étudier. La sonde est à la poursuite de la comète Wild 2 depuis deux ans. Elle doit s'approcher à 150 km de son noyau et réaliser des images précises de sa surface. À l'aide d'un capteur spécial, elle recueillera des grains de poussière interstellaires laissés sur le sillage de la comète. La rencontre *Stardust-Wild 2* est prévue pour 2004. En repassant près de la Terre, en 2006, la sonde larguera un colis contenant les fragments que pourront récupérer les scientifiques.

«Il y a un lien entre les astéroïdes, les comètes, les météorites», conclut Robert Lamontagne. Ce sont des objets qui font à peu près partie de la même famille, même s'ils ont évolué un peu différemment. On veut avoir des informations sur ces objets qui ne sont pas très bien connus. Contrairement à la Terre, ces objets ont très peu changé depuis l'origine du système solaire. Ce sont, en quelque sorte, des fossiles de la formation du système solaire. On ne connaît pas, entre autres, la composition chimique initiale du système. Elle doit être cachée dans ces objets et on veut aller la chercher.»

Sur Internet:
near.jhuapl.edu

EN BREF

Cannes: Liv Ullmann présidera le jury

(AP) — C'est finalement l'actrice et réalisatrice norvégienne Liv Ullmann qui présidera le prochain Festival de Cannes (du 9 au 20 mai), en remplacement de Jodie Foster. Celle-ci avait accepté dans un premier temps mais avait ensuite dû renoncer, en raison d'un tournage. Le président du Festival Gilles Jacob a annoncé la nouvelle hier dans un communiqué. De son côté Liv Ullmann s'est dite «à la fois honorée et profondément reconnaissante d'avoir le plaisir de devenir la présidente du jury du Festival de Cannes et d'avoir pour tâche ce que j'apprécie le plus: regarder des films». Agée de 61 ans, Liv Ullmann était présente l'an dernier à Cannes en compétition, comme réalisatrice de son quatrième film, *Infidèle*, dont le scénario était signé de son ancien compagnon le réalisateur suédois Ingmar Bergman.

Disparu!

(AFP) — L'oiseau le plus rare du monde, le «petit ara bleu» (*Cyanopsitta spixii*), le dernier de son espèce à vivre encore en liberté sur la planète, va être classé parmi les animaux «probablement disparus de la nature», a indiqué le ministère brésilien de l'Environnement (Ibama).

Collision entre un sous-marin nucléaire américain et un bateau de pêche japonais

Le secrétaire américain à la Défense déplore une «terrible tragédie»

Washington — Le nouveau secrétaire américain à la Défense a qualifié hier de «terrible tragédie» la collision du sous-marin nucléaire américain *USS Greeneville* et d'un bateau-école de pêche japonais, au large d'Hawaï. Donald H. Rumsfeld a promis que les États-Unis «feraient ce qu'il faut» pour aider les victimes et leurs familles.

Le secrétaire à la Défense a déclaré que l'enquête sur les circonstances de l'accident, survenu à 30 km au sud-est de Pearl Harbor, s'attacherait à déterminer, entre autres, si les manœuvres ne doivent pas avoir lieu plus loin des côtes. «Cette question et d'autres seront certainement examinées avec beaucoup d'attention», a déclaré M. Rumsfeld lors d'un entretien télévisé.

De son côté, le secrétaire d'État Colin Powell, qui a présenté samedi à son homologue japonais les condoléances du président Bush, a ajouté: «Nous avons présenté nos excuses de toutes les manières possibles. Nous faisons tout ce que nous pouvons pour exprimer nos regrets et nous assurer que cela [cet accident] n'affecte pas nos très fortes relations avec le Japon.»

Le sous-marin à propulsion nu-

cléaire *USS Greeneville*, en refaisant surface, a heurté le bateau japonais, l'*Ehime Maru*, qui a coulé rapidement. Sur les 35 occupants du navire nippon, 26 personnes, qui avaient pris place à bord de trois canots de sauvetage, ont pu être repêchées. «Nous faisons tout ce qui est humainement possible pour retrouver les autres personnes qui se trouvaient à bord», a assuré M. Rumsfeld. Neuf personnes étaient toujours portées disparues.

«Il s'agit seulement manifestement d'une terrible tragédie», a-t-il ajouté. «Il n'y a pas de moyens de savoir en temps réel ce qui s'est passé tant que l'enquête» n'aura pas abouti, a conclu M. Rumsfeld qui a précisé que lorsque les faits auront été établis, les États-Unis feront «ce qu'il faut» pour apporter des réparations aux 35 personnes qui se trouvaient à bord du bateau japonais et leurs familles.

Hier, les équipes des garde-côtes continuaient à rechercher deux professeurs et les quatre étudiants de l'école de pêche Uwajima ainsi que les trois membres d'équipage portés disparus. Cinq avions et quatre navires balayent une zone de 4000 mètres carrés, a précisé le chef des garde-côtes.

Adjonction du module *Destiny* à la Station spatiale internationale

Un nouveau jalon est franchi dans la conquête de l'espace

FRANCIS TEMMAN
AGENCE FRANCE-PRESSE

Houston — Avec l'adjonction du module américain *Destiny*, la Station spatiale internationale (ISS) est désormais le plus grand complexe orbital jamais assemblé par l'homme dans l'espace.

L'équipage russo-américain «Expedition One» de l'ISS a pris possession hier de son nouveau laboratoire scientifique, apporté et assemblé avec dextérité et grand peine la veille par les astronautes de la navette Atlantis.

D'une longueur de 9,2 m pour un diamètre de 4,3 m et d'un poids de 15 tonnes, cet énorme module cylindrique construit par Boeing sera l'un des six laboratoires de recherches et servira également de centre de commandement et de contrôle de la station.

Avec l'adjonction de *Destiny*, la Station spatiale augmente son volume habitable de 41 % et offre maintenant une superficie équivalente à un appartement de quatre pièces.

Bien que sa construction soit toujours en cours, l'ISS est déjà à ce jour la plus grande station spatiale jamais construite par l'homme dans l'espace: 51 mètres de long, 72 m de large et 27 m de haut pour une masse de 112 tonnes et un es-

pace habitable de 414 m², soit un volume supérieur à celui du *Skylab* américain dans les années 1970 ou de la station orbitale russe *Mir*.

Un grand moment

Lors d'une cérémonie historique filmée pour la postérité, le commandant de bord de la navette Atlantis Kenneth Cockrell a remis officiellement hier matin les «clefs» en réalité, juste un document à signer — de cette nouvelle «pièce» à son homologue américain, le commandant de la mission «Expedition One», l'astronaute William Sheperd.

«C'est un grand moment de bonheur», a déclaré Cockrell, avant d'ouvrir la porte du module.

«Des milliers de gens ont travaillé très dur et durant de longues années pour que le laboratoire *Destiny* parvienne jusqu'à l'ISS. Il y est finalement arrivé et je voudrais maintenant le remettre [au commandant] Sheperd pour que son équipage et ceux qui suivront puissent commencer l'effort de recherche scientifique et d'amélioration de la vie dans l'espace», a-t-il poursuivi.

«Le sas a été ouvert vers une nouvelle ère de la recherche scientifique», commentait au même moment le porte-parole du centre spatial Johnson, à Houston, Kyle Herring.

En pantalon ou short, t-shirt et chaussettes rouges à rayures blanches, les cinq astronautes d'Atlantis et les trois de l'ISS ont ensuite pénétré à l'intérieur, oubliant pour quelques instants le travail pour flotter nonchalamment dans l'imposant laboratoire blanc et bleu flamboyant neuf, tout sourire devant les caméras. «Les gars, nous espérons que vous allez vous plaire dans la nouvelle pièce de votre maison!», a lancé Sandy Magnus, un des contrôleurs de l'ISS, à Houston.

Pièce maîtresse du futur complexe orbital, *Destiny* est aussi son composant le plus coûteux, avec une facture de 1,38 milliard de dollars. Il comporte au total 24 armoirs d'un poids de quelque 600 kg chacune. Treize d'entre elles seront spécifiquement consacrées aux expériences scientifiques allant de la production en microgravité de protéines ou de cristaux à l'étude de la physiologie humaine lors des séjours de longue durée dans l'espace. De plus, l'activation de ses systèmes logistiques (régulation électrique, refroidissement de l'eau, régénération de l'air, contrôle de la température et de l'humidité) devrait considérablement améliorer l'ordinaire des résidents actuels de cette «maison de l'espace».

REER Desjardins

Mon argent travaille pour mon avenir.

Offrez-vous rendement et souplesse! Le DUO REER Desjardins combine le potentiel de rendement supérieur des marchés internationaux de l'Épargne à terme Gestion active et un taux exceptionnel garanti sur une Épargne rachetable. Cette dernière peut être réinvestie en tout temps pour profiter des occasions du marché. Demandez tous les détails à votre conseiller Desjardins.

6,50 %*

www.desjardins.com
1 800 CAISSES

 Desjardins

*Taux de l'Épargne rachetable de 14 mois, sujet à changement sans préavis, lorsque ce placement est jumelé à une Épargne à terme Gestion active de 5 ans. Les primes sont non cumulatives. Offre d'une durée limitée pour un investissement minimal de 10 000\$. Autres DUOS offerts pour un investissement minimal de 5 000\$.

• LE DEVOIR •

LE MONDE

Sharon avance à grands pas

«Je suis convaincu que nous parviendrons à former un cabinet d'union»

Les ministres arabes des Affaires étrangères ont engagé hier Ariel Sharon à poursuivre les négociations avec les Palestiniens sur la base des derniers progrès enregistrés, en soulignant qu'il s'agissait du seul moyen de faire avancer le processus de paix. En attendant, le nouveau premier ministre israélien ne ménage pas ses efforts pour conclure un «accord de paix» avec les travaillistes et former un gouvernement.

AGENCE FRANCE-PRESSE

Jérusalem — Les négociations pour former un gouvernement d'union nationale en Israël ont progressé hier entre le parti du premier ministre élu de droite Ariel Sharon, le Likoud, et les travaillistes, ébranlés par leur cuisante défaite électorale.

Le maire de Jérusalem Ehoud Olmert, membre de l'équipe de négociateurs du Likoud, a affirmé à l'issue d'une nouvelle session de discussions avec une délégation travailliste que «les chances d'aboutir à l'union nationale se renforçaient et étaient désormais bien réelles». Dans la matinée, M. Sharon a affirmé sa confiance. «Je suis convaincu que nous parviendrons à former un cabinet d'union», a-t-il affirmé aux journalistes à l'issue d'une nouvelle rencontre avec le premier ministre travailliste sortant Ehoud Barak.

Les deux dirigeants ont discuté pour la seconde fois en 48 heures de la passation des pouvoirs et de l'union nationale.

L'ancien premier ministre travailliste Shimon Peres a évalué à 50 % les chances de former un gouvernement d'union nationale,

tout en se plaçant pour le poste des Affaires étrangères.

«Je dirais que les chances de former un gouvernement d'union nationale sont de cinquante-cinquante», a affirmé M. Peres à la radio publique. «Les politiciens ne peuvent pas faire la sourde oreille au désir du peuple qui veut l'union nationale, de même que 80 % des membres du parti travailliste», a ajouté M. Peres.

Il a qualifié de «très sérieuse» la proposition du Likoud de donner aux travaillistes deux des trois mi-

nistères-clé de la Défense, des Affaires étrangères et des Finances.

Interrogé sur ses préférences, M. Peres a affirmé que s'il était membre d'un gouvernement d'union nationale «cela ne serait que pour faire avancer le processus de paix et seul le poste de ministre des Affaires étrangères l'intéresserait».

Les deux délégations doivent se retrouver aujourd'hui. Au cours des discussions hier avec la délégation du Likoud, les travaillistes ont notamment demandé que M. Sharon accepte l'idée d'un démantèlement des colonies israéliennes «isolées», dans le cadre d'un éventuel accord avec les Palestiniens, a précisé le ministre de l'Intérieur sortant Haim Ramon, qui a participé aux discussions. M. Ramon a affirmé que les travaillistes attendaient que la délégation du Likoud présente les réponses de M. Sharon aujourd'hui.

Selon la radio militaire, des avocats des deux partis devraient présenter cet après-midi un projet d'accord de coalition qui sera examiné par les deux délégations.

Mais les tractations pour la formation d'un cabinet d'union nationale se déroulent dans un climat d'urgence, alors que les troubles dans les territoires laissent planer la menace d'une escalade de la violence. Treize organisations palestiniennes ont appelé hier à deux jours de colère, les 13 et 16 février, pour «faire face aux projets agressifs» d'Ariel Sharon.

Bush s'engagera

Washington (Reuters) — Le secrétaire d'Etat américain Colin Powell a déclaré hier que le président George W. Bush allait s'engager dans le processus de paix au Proche-Orient, lorsque le premier ministre élu israélien Ariel Sharon aura formé un nouveau gouvernement.

Interrogé sur la chaîne américaine CBS, Powell a également indiqué qu'il avait ajouté Damas à la liste des capitales du Proche-Orient qu'il compte visiter à partir du 23 février. Il souhaite rencontrer le président syrien Bachar el-Assad.

«La Syrie [...] est un acteur important de tout ce processus et par conséquent j'ai pensé qu'il était très, très approprié de m'arrêter quelques

heures en Syrie, au cours de ce rapide voyage au Proche-Orient, mon premier voyage», a dit le général en retraite. Powell a annoncé la semaine dernière que, pour son premier voyage officiel seul à l'étranger, il allait se rendre en Égypte, en Arabie saoudite, en Israël, dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, en Jordanie et au Koweït. Il rencontrera Yasser Arafat et Sharon.

La nouvelle administration Bush s'est montrée moins active dans la région que la précédente équipe dirigée par l'ex-président Bill Clinton, mais Powell a promis que les États-Unis seraient à nouveau fortement impliqués une fois le nouveau gouvernement israélien formé et les pourparlers de paix repris.

Les Clinton dans le pétrin

Washington (AFP) — Les ennuis s'accumulent pour Bill Clinton et son épouse, soupçonnés d'indélicatesse, et certaines mesures de grâce du président sortant ont provoqué les menaces de parlementaires républicains et une gêne évidente chez les démocrates. Au cœur de la tempête qui a enflé hier, se trouvent la grâce, au dernier jour de la présidence de Bill Clinton, du milliardaire fugitif Marc Rich, et le soupçon que des donations l'aient influencé.

En effet, l'ex-épouse de Marc Rich, Denise Rich, une flamboyante chanteuse et femme d'affaires de 57 ans, s'est signalée, selon la presse américaine, par ses contributions politiques aux démocrates et aux Clinton et par un rôle majeur pour obtenir la grâce de son ex-mari. Elle aurait donné pour plus de 1,3 million de dollars en contributions diverses aux Clinton depuis 1993, selon l'hebdomadaire *Newsweek*, y compris un soutien à la campagne sénatoriale de Hillary Clinton et au moins 450 000 dollars pour la construction de la bibliothèque présidentielle de Bill Clinton dans l'Arkansas. Accusé de fraudes fiscales, Marc Rich s'était réfugié en Suisse en 1983. Il a aussi été inculpé d'avoir acheté du pétro-

le à l'Iran, en violation d'un embargo commercial des États-Unis.

Selon la constitution, le président des États-Unis est souverain dans son droit de grâce. Mais des voix s'élèvent pour que M. Clinton soit convoqué au Congrès pour s'expliquer. Le sénateur républicain Arlen Specter a même affirmé hier qu'en théorie l'ancien président «pourrait techniquement être mis en accusation» — deux ans après avoir échappé à la destitution dans l'affaire Monica Lewinsky.

Dans un éditorial au vitriol, le *New York Times* a dénoncé hier un «nauffrage civique et juridique laissé par l'ancien président Clinton», qui déçoit ses «amis les plus cyniques».

La polémique autour des Clinton n'a cessé depuis qu'ils ont quitté la Maison-Blanche le 20 janvier.

Ils se voient aussi reprocher d'avoir emporté pour des dizaines de milliers de dollars en cadeaux, dont certains ne leur étaient pas personnellement destinés. Ils ont d'ailleurs depuis rendu ou remboursé certains de ces cadeaux. Ces controverses entament l'image d'un président qui avait quitté la Maison-Blanche sur des taux d'approbation record : 72 % des Américains désapprouvent la grâce accordée à Marc Rich.

EN BREF

26 Algériens tués

Alger (Reuters) — Des islamistes armés ont tué 26 civils algériens, dont onze enfants âgés de six mois à quatorze ans, dans un bidonville situé au sud de la capitale, ont rapporté des habitants hier. Le massacre a eu lieu durant la nuit de samedi à dimanche à Berrouaghia, à 70 km d'Alger environ. «Les victimes appartenaient à trois familles. Elles ont toutes été tuées à la mitrailleuse par des rebelles armés de fusils de combat Kalachnikov», a déclaré un habitant à Reuters par téléphone. Cette tuerie porte à 130 au moins le nombre de civils tués depuis six semaines au cours d'attaques imputées à des rebelles islamiques.

Séguin vu par ...

Paris (Reuters) — Charles Pasqua a estimé hier que l'investiture de Philippe Séguin pour conduire la droite RPR-UDF-DL aux élections municipales à Paris était une «erreur de casting». «Moi je crois qu'il y a eu une erreur au début, une erreur de casting si j'ose dire, je ne comprends pas du tout pourquoi Philippe Séguin s'est mis entre les mains des partis politiques», a déclaré le président du Rassemblement pour la France lors du forum Radio J. «Cela étant, maintenant la campagne est lancée. Séguin la conduit comme il l'entend, Tiberi de son côté. Il faut

que tous les deux comprennent [...] qu'il vaut mieux combattre les adversaires que son proche voisin», a poursuivi Charles Pasqua, qui s'est rallié à la candidature dissidente de Jean Tiberi à Paris. Le président du RPF, qui considère que les élections à Paris ont «un caractère politique [national]», a estimé qu'«une bataille n'est jamais perdue tant qu'elle n'a pas été livrée», notant qu'il restait «un mois pour convaincre les électeurs».

Mort en direct?

Oklahoma City (Reuters) — Timothy McVeigh, condamné à mort pour l'attentat à la bombe qui a fait 168 morts dans un bâtiment fédéral d'Oklahoma City en avril 1995, souhaite que son exécution soit diffusée en direct à la télévision. Selon son avocat, le condamné à mort a fait part de sa requête dans une lettre publiée dimanche dans le journal *The Oklahoman* et serait tout à fait sérieux. McVeigh, qui est âgé de 32 ans, doit recevoir une injection mortelle le 16 mai au pénitencier fédéral de Terre Haute (Indiana). Le journal ajoute que les autorités pénitentiaires examinent la possibilité de filmer l'exécution de McVeigh en circuit fermé pour les familles des victimes de l'attentat. Mais il n'est pas question pour le moment d'une retransmission en direct à l'échelle nationale.

Le voile de l'oubli



B. K. BANGASH REUTERS

L'AFGHANISTAN n'est plus, depuis quelque temps, sous les grands phares de l'actualité mais bien qu'occulté de la scène internationale ce pays poursuit sa descente aux enfers avec une guerre qui n'en finit plus entre les talibans (islamistes intégristes) au pouvoir à Kaboul, la capitale, et les forces de l'opposition basées dans le nord. Entre les deux, comme dans toutes guerres, les réfugiés. Sur la photo, de jeunes afghanes attendaient patiemment hier dans le froid et l'oubli, un peu de soupe au camp de Mashlak, près de la frontière iranienne.

Le calvaire guinéen

L'horreur rattrape les réfugiés de la Sierra Leone et du Libéria

La crise des réfugiés en Guinée est «la plus grave à laquelle le HCR a à faire face actuellement», a jugé ce week-end le Haut Commissariat aux réfugiés de l'ONU. Pour son premier déplacement, son nouveau responsable, Ruud Lubbers, a visité hier plusieurs camps en Guinée. «Nous avons besoin d'un corridor de sécurité pour les réfugiés et les travailleurs humanitaires», a-t-il affirmé, appelant les pays de la région à tout faire pour résoudre ce conflit venu de la Sierra Leone et du Libéria et qui déborde sur la Guinée.

JUDITH RUEFF
ENVOYÉE SPÉCIALE
DE LIBÉRATION
À GUÉKÉDOU

À une vingtaine de kilomètres au nord de Guékédou, grande ville du sud de la Guinée, plus de 30 000 sierra-léonais et libériens chassés par la guerre civile dans leurs pays respectifs se serrent dans un immense village de cases en terre. Les réfugiés se bousculent pour monter dans les premiers convois du Haut Commissariat aux réfugiés des Nations unies (HCR) et pour quitter l'enfer des combats. Vendredi, plusieurs milliers de personnes ont fui à pied en apprenant que

Guékédou était de nouveau aux mains des rebelles. Avec une seule idée en tête: «Nous voulons passionnément rentrer chez nous en Sierra Leone», martèle ainsi Augustin Kandeh, un des responsables sierra-léonais du camp.

Depuis dix ans, Sierra-Léonais et Libériens ont quitté leur patrie par vagues, fuyant l'enrôlement de force dans la rébellion, les pillages et les meurtres. En septembre, l'horreur les rattrape dans leur refuge guinéen: à la recherche d'une base arrière, les rebelles sierra-léonais unis aux milices libériennes franchissent la frontière et sèment la terreur. Les réfugiés prennent le bush, errent de camps en camps. Alors, aujourd'hui, «il faut mourir, on préfère mourir chez nous».

Jonathan est Libérien, il a 24 ans. «Je suis content de partir. Ici, on meurt». A ses pieds, un vieux matelas en mousse roulé, une bassine remplie de casseroles noircies et de gobelets, un jerrican en plastique jaune, un baluchon de vêtements rapiécés. Toute la fortune de la famille. Jonathan et les siens montent dans le camion du HCR. Quelques centaines d'heureux élus, choisis parmi les plus faibles, prennent le départ de ce camp où ils vivent dans la peur. «Tous les jours, on entend les coups de feu, les rebelles sont tout près, peut-être même à l'intérieur du

camp, on ne peut pas savoir, glisse Jonathan. Je vais essayer de rentrer au Libéria, maintenant, c'est mieux là-bas». Si la situation sanitaire n'est pas encore catastrophique, selon Médecins du Monde qui distribue des médicaments dans la zone depuis un mois, c'est que la terre est riche et permet aux réfugiés de se nourrir.

«Il faut respecter la volonté des réfugiés et aider ceux qui le veulent à rentrer, mais en les sortant d'abord

de la zone des combats pour leur permettre un vrai choix», estime Renata Dubini, chef du bureau du HCR dans la région. Plusieurs moyens sont envisagés pour le retour, du pont aérien aux couloirs de sécurité, mais aucun agenda n'a encore été décidé et seules quelque 8000 personnes ont déjà été rapatriées.

«Tout va beaucoup trop lentement, il va falloir des mois alors que les gens n'en peuvent plus», regrette Ann Kelly, une religieuse irlandaise qui affrète des bus gratuits pour Conakry. Mohamed Gbembo a profité de l'un des deux pour emmener sa femme enceinte et ses trois filles dans la capitale guinéenne. Ils avaient quitté la Sierra Leone il y a quatre ans «parce que les rebelles tuaient les gens et brûlaient les maisons». Tout à l'heure, ils vont prendre le bateau pour Freetown, la capitale de la Sierra Leone où un frère leur a dit qu'ils seront nourris, soignés et pourront «attendre là que la guerre finisse». Combien de temps durera la traversée? «Je ne sais pas. C'est la première fois que je fais le voyage dans ce sens-là».

«Je vais
essayer de
rentrer au
Liberia,
maintenant
c'est mieux
là-bas»



L'ENTRAIDE
ASSURANCE-VIE
COMPAGNIE MUTUELLE

AVIS DE CONVOCATION
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
ANNUELLE

Avis est donné, par la présente, que l'assemblée générale annuelle des membres de L'entraide assurance-vie, compagnie mutuelle, sera tenue à l'Hôtel des Gouverneurs, sis au 3030, boul. Laurier, Sainte-Foy, le jeudi 1^{er} mars 2001 à 11 h, aux fins suivantes :

- recevoir le rapport annuel;
- nommer les vérificateurs;
- élire les administrateurs;
- discuter de toute autre question qui pourrait être soumise à l'assemblée.

Le secrétaire,
Richard Bureau

L'UNION CANADIENNE,
compagnie d'assurances

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Avis est par les présentes donné que l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la compagnie ci-dessus mentionnée aura lieu au 2000, ave McGill College, Bureau 700, Montréal, mardi, le 27 février 2001 à 8h30, afin de recevoir les états financiers annuels de la compagnie, d'élire les administrateurs, de choisir les vérificateurs de la compagnie et de délibérer de toute autre question qui pourrait être soumise à l'assemblée.

Québec, le 12 février 2001

Le Secrétaire
Frank Lowery



F. Roy
WILLIS

Civilisation
occidentale - Tome II

Un livre pour les cégeps.

504 pages - 29,05 \$

Les Éditions
GUERIN
(514) 842-3481

En vente dans toutes les librairies

É D I T O R I A L

Quand l'emploi...
crée le chômage

La hausse assez surprenante de 8 % à 8,6 % du taux de chômage au Québec en janvier doit être analysée avec sérieux, mais aussi avec objectivité. Or, l'exercice nous conduit à admettre que nous sommes loin de la débandade, au contraire: voilà une hausse du taux de chômage qui nous dit que la situation va plutôt bien...

Comment une hausse du chômage peut-elle être le signe que les choses vont bien? Simple: parce que cette hausse de plus d'un demi-point le mois dernier s'explique par le retour à la recherche d'emploi de personnes qui ne faisaient plus partie de la main-d'œuvre active. Ainsi, en apprenant que l'économie allait bien et que le chômage était à son plus bas depuis longtemps, 29 000 personnes se lancées à la recherche d'un emploi, mais seulement 6000 nouveaux emplois ont été créés pour les accueillir. D'où l'augmentation du nombre de chômeurs.

Comme l'explique l'économiste de Statistique Canada à Montréal, Denis Boudreau, un tel phénomène survient généralement quand les nouvelles sont bonnes, ce qui fut le cas récemment. En effet, en décembre dernier, le taux de chômage mensuel était tombé à son plus bas niveau depuis 1976, soit 8 %.

Contrairement à ce que certains commentateurs de la presse ont pu colporter de façon abusive, voire erronée, au cours des dernières semaines, le Québec a connu une très bonne année 2000 en matière de création d'emplois avec l'ajout de 80 000 postes, et non de 25 000 comme on l'a lu et entendu à quelques reprises.



Jean-Robert
Sansfaçon

La différence entre ces deux résultats s'explique aussi aisément: le chiffre de 25 000 a été obtenu en comparant le nombre d'emplois pour un mois particulier, décembre 2000, à celui du même mois de l'année précédente.

Mais cette méthode ne permet pas d'évaluer la performance d'une économie pour toute une année. Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à choisir n'importe quel autre mois que décembre des deux mêmes années. On constate alors que dans presque tous les cas que ce ne sont plus 25 000 emplois qui apparaissent mais 80 000 entre septembre 1999 et septembre 2000, 95 000 entre août et août et même... 114 000 entre mars 1999 et mars 2000! Aucun économiste sérieux n'osera prétendre que le Québec a créé 114 000 entre mars 1999 et mars 2000, pas plus que 25 000 entre décembre et décembre...

La raison de ces variations tient essentiellement à la volatilité des données d'un mois à l'autre. Par exemple, on se rappellera que l'activité fut très forte en décembre 1999 à cause des préparatifs du nouveau millénaire. Comparer l'emploi avec décembre de l'année suivante ne permet donc pas d'avoir une idée juste de la performance de l'économie pour toute l'année 1999.

Comme nous l'avons maintes fois répété dans cette page au cours des dernières années, les commentateurs et les hommes politiques qui cherchent avant tout à expliquer la réalité et non à faire croisade pour ou contre le «modèle québécois», évaluent l'emploi à partir de la moyenne des douze mois d'une année. En l'an 2000, le Québec a créé 80 000 emplois, un résultat d'autant plus encourageant que le phénomène dure maintenant depuis trois ans. Au total, près de 300 000 nouveaux emplois (289 000) sont apparus depuis le sommet socio-économique de 1996.

Pour l'ensemble de l'an 2000, le chômage s'est donc établi à 8,4 %, un taux sensiblement plus bas que celui de la meilleure année du cycle précédent: 1988 et ses 9,5 % de chômage.

Cela étant, on aurait grandement tort de se «péter les bretelles». D'abord parce qu'à 8,4 %, le Québec compte toujours plus de 300 000 personnes sans emploi et qu'il occupe le cinquième rang parmi les provinces canadiennes. Seules les provinces maritimes font moins bien. Comparativement à la moyenne canadienne, le retard est de 1,6 point de pourcentage, mais il est de 2,7 points par rapport à l'Ontario où le taux de chômage n'était que de 5,7 % en 2000. À l'aube d'un ralentissement certain de l'économie nord-américaine, il faut donc souhaiter que nos gouvernements, tant à Ottawa qu'à Québec, mettent en place les mécanismes de stimulation de la consommation et de l'investissement les plus à même de nous éviter les contre-coups destructeurs d'une récession.

jrnsanfacon@ledevoir.ca

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA

LE 10 JANVIER 1910

FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
 Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
 Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE
 Directeur de l'information CLAUDE BEAUREGARD
 Rédacteur en chef adjoint MICHEL VENNE
 Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
 MARIE-ANDRÉE LAMONTAGNE, LOUIS LAPIERRE
 Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
 Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



L E T T R E S

Protéger ses transports

Je trouve que le transport adapté est vital pour les personnes handicapées, car nous avons aussi le droit de sortir comme les autres. Rester à la maison à ne rien faire, ça démoralise beaucoup. En ce moment, quand il y a des sorties de groupe, c'est seulement quelques personnes qui peuvent avoir le transport, ce qui fait que les activités de fin de semaine sont tout le temps annulées. Quand j'entends parler que le transport adapté est mal géré, ça me rend bourgne, car il y en a beaucoup qui pourraient en profiter si c'était mieux organisé. Je trouve cela dommage que le service ne soit pas utilisé à sa pleine capacité: parfois je suis seule dans un autobus ou dans un taxi qui pourrait transporter plus d'un usager.

Depuis les compressions dans le transport adapté, ça me rend verte et mauve de rage, car je ne peux pas sortir autant qu'avant. Je trouve ça bien plate, mes fins de semaine sont horribles, car on nous a enlevé toutes les activités que nous aimions énormément: celles avec le Loisir le Grillon, avec le Club le Grillon et parfois avec le Club Alpha.

Lorsque mes activités sont annulées à cause du transport adapté, ça affecte sérieusement ma santé et mon moral. Depuis les compressions, je me sens mélancolique dans mes affaires. J'ai l'impression de jouer au yoyo: je ne sais plus si je dois m'inscrire aux activités du Loisir le Grillon ou non. Ça bouleverse aussi Mme Corbeil, la responsable des loisirs, Mme Daigneault, la responsable du club et tous mes amis avec qui je sortais les fins de semaine. Je ne sais plus quoi faire, ça me tracasse. Je trouve difficiles les conditions que nous vivons présentement et je souhaiterais que le transport soit remis en place le plus vite possible.

Je m'inquiète de l'avenir car j'ai peur de perdre toutes mes activités et ne plus être capable de les faire s'il n'y a plus de transport de groupe, car les personnes en fauteuil roulant ou en triporteur, contrairement à moi, ne peuvent pas trouver d'autres solutions, ce qui menace les clubs pour les personnes handicapées.

Sophie Brisson
 Montréal, 1^{er} février 2001

Ignorance de l'histoire

Dans une lettre parue le 7 février dernier, Olivier de Gaspé-Asselin félicite le *Devoir* de son ouverture aux jeunes. Dans la même lettre, dans le même esprit que Mario Dumont, chef de l'Action démocratique, il en profite pour insulter ceux qui ne partagent pas son point de vue. En traitant certaines personnes de «patriotes rétrogrades», il vient de démontrer son ignorance de l'histoire et son manque de formation et d'expérience qui le rendent inapte à évaluer ses semblables et surtout à porter sur eux quelque jugement que ce soit. Il vient de faire la preuve que certains jeunes n'ont pas encore la sagesse nécessaire pour occuper certains postes dans notre société.

Jacques Bergeron
 Montréal, 7 février 2001

Histoire de chiffons

On parle beaucoup, ces jours-ci, de draps, de draps, de chiffons et même de torchons. Sans vouloir me prononcer sur les dérapages des uns ou sur les hésitations des autres, je lancerai quand même l'idée d'un compromis.

Le gouvernement fédéral propose qu'on mette ses couleurs en vedette quand il verse une subvention. Soit. Mais pourquoi, en contrepartie, ne demande-t-on pas à l'État fédéral de hisser, en sol laurentien, les couleurs québécoises sur les édifices fédéraux, sur les ports et les quais, à l'entrée des parcs, etc.

Il me semble que ce serait acceptable. Si l'État québécois accepte de hisser l'unifolié au Jardin zoologique ou à l'Aquarium de Québec, deux entreprises qui sont siennes, et sur les autres à venir, l'État fédéral devrait hisser le fleurdelisé à côté du sien sur ses propres édifices et biens en territoire québécois: nous subventionnons et payons, c'est dans la nature du fédéralisme, les entreprises d'Ottawa présentes ici. Ailleurs, en Ontario ou au Saskatchewan, c'est la même chose.

Gaston Bernier
 Québec, 26 janvier 2001

Une corde sensible

Le 28 janvier dernier, l'art avait rendez-vous à Shawinigan en la personne de Renaud Séchan. Un spectacle dont le contenu dépassait largement le contenant, sis entre l'exploit, d'une part, et la simplicité totale, de l'autre. Exploit, parce que — et les critiques l'ont suffisamment noté — Renaud n'a pas de voix, au sens où il ne sait plus rendre les aigus «n'ayant plus qu'une corde vocale», nous a-t-il confié. Ce qu'il n'a pas eu besoin de nous dire, car cela nous apparaît évident depuis 20 ans, c'est à quel point il a de cordes sensibles... à quel point il est toujours là, profondément occupé à décrire les amours dans ce qu'elles ont de plus heureux et de plus souffrant. Profondément occupé à dénoncer dans d'anciens textes (*Madame Thatcher*), aussi bien que dans de plus récents (*La médaille, Son bleu*, etc.).

Renaud n'a pas capitulé devant le politiquement correct qui nous est de plus en plus imposé, ni devant le rigoureux silence qui entoure l'inadmissible (écologie, drogues, jeunesse évacuée de la société, pouvoirs politiques extrêmes, etc.). Quitte à perdre des plumes, il continue, osant même nous dire: «Et puis, cette indépendance?», rappelant en cela le rôle fortement libérateur qu'ont joué les artistes d'ici, au cours des années 1960-70, préparant l'éclosion sociale qui, si elle n'a pas fait de nous un peuple souverain, en a tout de même fait un peuple singulier, unique... «Je ne suis jamais allé chanter au Canada», a poursuivi Renaud. Qu'est-ce à dire? De la «politicaillerie» de Français dans un Québec qu'il ne comprend pas? Je crois au contraire que cela nous rappelle au rôle unique de la chanson: ouvrir la voie, donner la parole pour que naissent les discours, le dialogue, et ce, sans muselière.

Il y a 20 ans, nous aimions Renaud pour son audace à nommer ce que d'autres taisent pour faire «joli»... Nous l'avons retrouvé dimanche dans ce même courage, celui d'affronter l'interdit.

Christiane Asselin
 Trois-Rivières, 6 février 2001

LIBRE OPINION

Tabagisme: est-il possible d'aller
au-delà de la propagande de santé publique?

ALLEN LE BLANC

Docteur en philosophie et fumeur très occasionnel

L'esthétique des nouveaux paquets de cigarettes maintenant mis sur le marché marque une nouvelle étape dans la stratégie élitique visant à réduire le tabagisme au Canada. Les mesures prises par nos gouvernements à cet effet ne cessent d'étonner par leur puérilité croissante. Heureusement — et contrairement à la cigarette —, le ridicule ne tue pas! Car il faudrait alors orner tous les propos des gouvernements à ce sujet d'un avertissement de morbidité, et même rendre publiques des photographies montrant des ministres en train de mourir de ridicule.

Ces stratégies infantilisantes et démagogiques sont révélatrices de la façon dont sont abordées les questions d'intérêt général en cette ère de décadence démocratique. Tout ce que l'on trouve à opposer aux discours manipulateurs et corporatistes des industries du tabac est le discours manipulateur et trompeur de l'idéologie propagandiste de la santé publique. Manipulateur, parce qu'il ne vise qu'à ébranler émotionnellement les fumeurs et la population en général. Trompeur, parce qu'il véhicule de fausses informations sur le tabac. Pour ne donner qu'un seul exemple: il est tout à fait faux d'affirmer que le tabagisme cause le cancer; il s'agit en fait d'un facteur de risque évalué, entre autres, par des études statistiques. C'est là une différence fondamentale car la notion de cause réfère exclusivement à un enchaînement nécessaire liant un événement à un effet. Est-il besoin d'aller plus loin dans ce raisonnement et de spécifier que le tabagisme n'entraîne pas nécessairement le cancer? Que l'incidence du tabac sur la morbidité diffère selon chaque vécu individuel? Ce laxisme terminologique montre à quel point il est plus important pour les idéologues de la

santé parfaite de choquer les citoyens-consommateurs que de les informer. A moins que cela ne révèle leur ignorance crasse et leur profonde inculture.

Est-il possible de parler intelligemment du tabagisme? Probablement pas. Et l'on pourrait certainement en dire autant des questions touchant la consommation d'alcool, la légalisation du cannabis, de l'avortement, de l'euthanasie, de la prostitution et de bien d'autres choses encore. Ce qui est commun à tous ces (faux?) débats sociaux, c'est la dualité argumentative qui en émerge. Quel que soit le thème abordé dans ces débats, on est toujours placé devant le pour et le contre: il y a les prohibitionnistes et les libertaires, les moralistes et les libertins, les pro-vie et les pro-choix, les interventionnistes et les non-interventionnistes, les croyants et les athées, les intégristes et les «je-m'en-foutistes», etc. Dans ce genre de débats, toujours biaisés par des intérêts politiques et économiques, les citoyens (qu'ils soient par ailleurs fumeurs ou non, pro-cci ou pro-cela) se trouvent systématiquement enfermés dans un manichéisme argumentatif.

Quels sont les intérêts des industries du tabac? Faire des profits. Quels sont les intérêts des gouvernements? Économiser en soins de santé afin d'atteindre une cote de crédit honorable auprès de ceux qui veulent faire des profits. Qu'arriverait-il à ces paquets de cigarettes hormis servir de documents visuels dans les cours de pathologie médicale? Ils seront tout simplement remplacés par de magnifiques paquets publicitaires: évidemment, il fallait s'y attendre, de malins génies se sont empressés de profiter de l'occasion en vendant à bon prix ces nouveaux espaces publicitaires.

Est-il possible de poser des questions qui ne relèvent pas de la rectitude politique à propos du tabagisme? A-t-on le droit de dire qu'à la cigarette correspond une forme compulsive et perverse de l'acte de fumer? Qu'elle est au tabagisme ce que le Big Mac est à la gastronomie:

Dans
ce genre
de débats,
les citoyens
se trouvent
systématiquement
enfermés
dans un
manichéisme
argumentatif

fabriquée à la chaîne, rapidement consommée, insipide, offrant un plaisir éphémère? Qu'elle est à cet égard représentative de notre société de consommation exacerbée? Est-il possible de dire que le tabagisme ne se réduit pas à la cigarette? Qu'il est possible de déguster un bon cigare comme on déguste un bon vin? Que la lenteur propre à l'art de fumer la pipe s'accorde bien avec la lenteur de la méditation? Que le narghilé invite à la socialisation? Peut-on en ce sens penser le tabagisme comme un acte occasionnel de civilité? Est-il possible de jouir du tabagisme sans «s'allumer» à tout moment et en tout lieu? Sans fumer deux paquets de cigarettes par jour? Est-il possible d'envisager un gouvernement qui, plutôt que d'œuvrer à «faire peur au monde», obligerait les industries à produire un tabac de meilleure qualité en leur interdisant d'y ajouter des dizaines de produits toxiques inutiles au tabagisme, qui n'ont pour but que de créer une dépendance rapide chez les consommateurs?

Au-delà des débats biaisés par des intérêts politico-économiques et en dépit des paquets de cigarettes répugnants, l'on se plaît à imaginer un Albert Einstein affirmant que l'on devrait toujours s'allumer une pipe avant de répondre à une question, ou encore un Emmanuel Kant, dont la modération légendaire fait encore parler aujourd'hui, se raisonnant à ne fumer qu'une seule pipe par jour afin de limiter les effets indésirables du tabac.

IDÉES

La vente du Canadien est l'arbre qui cache la forêt

JACQUES DUMONT

Québec

Les manchettes et la une de plusieurs médias au Québec étaient claires: «Les Canadiens de Montréal sont vendus à un Américain», «Un symbole passe à des mains étrangères».

Le temps d'antenne et l'espace consacrés à cet événement pour des analyses et commentaires ont été beaucoup plus importants que ceux généralement consacrés lors d'événements similaires mais dont l'impact est potentiellement très déstabilisant sur le développement et l'économie du Québec. Que l'on pense à la vente de Provigo à Loblaw's, à la réorganisation des bourses canadiennes qui a conduit à la disparition de la Bourse de Montréal dans son rôle de vecteur pour faciliter le financement des sociétés québécoises, à la vente récente de Multi-marques (qui possède 50 % du marché du pain au Québec), à l'alarme que sonnent présentement les marchands Métro, à la prise de contrôle possible de la Banque Nationale et, il y a quelques années, à l'achat par la Banque Nova Scotia du Montréal Trust, etc.

Comment expliquer cette situation? Est-ce un phénomène sociologique? Est-ce le manque d'ardeur ou le manque de connaissance des journalistes et de notre élite du monde des affaires qui empêchent une couverture et un suivi adéquats lors de la vente ou la transformation d'entreprises, d'organismes ou d'institutions qui sont plus structurants sur l'économie du Québec que les Canadiens de Montréal peuvent l'être? Que faut-il penser de tout cela? Faut-il s'en atterrir, rester stoïque en attendant que le bon sens prévaille? Faut-il blâmer la mondialisation? En bref, qu'est-ce qui explique cet écart dans la couverture et le traitement médiatique que l'on observe entre des événements qui affectent la structure de notre société et des événements à caractère plus ludique? Sommes-nous revenus à l'époque romaine «Du pain et des jeux»? Pourtant, Félix Leclerc n'a pas hésité à en parler dans sa chanson «L'Encan» et ce, bien avant l'ère du libre-échange. Et plusieurs écoutaient ses chansons et achetaient ses disques.

Pour poursuivre cette réflexion, un bref rappel de certains faits s'impose. Il convient de se remémorer que les Provigo et Multi-marques de ce monde, tout comme Métro d'ailleurs, ont



SHAUN BEST REUTERS

Le nouveau propriétaire du Canadien de Montréal, l'Américain George Gillett Jr., flanqué du président Pierre Boivin et de l'inoubliable n° 10, Guy Lafleur.

constitué la réponse et le moyen que les petits entrepreneurs québécois, dans le domaine de l'alimentation, s'étaient donnés pour faire face à la concurrence des grandes chaînes. Ce moyen leur permettait de conserver et maintenir leur position concurrentielle tout en conservant les centres de décisions et d'influence au Québec.

Une fois l'assemblage de ces entreprises réussi, à l'occasion avec l'aide de l'État ou d'organismes collectifs, la compagnie est vendue souvent avec beaucoup de tristesse et d'amertume. Certes l'acquéreur prend des engagements envers le maintien des emplois, des fournisseurs et des centres de décision. Allez-vous voir quelques années plus tard; sauf exception ou souvent de façon symbolique, ces engagements ne sont jamais respectés, car aucune sanction n'y est rattachée. Quel média, quel chef d'entreprise ou élite du monde des affaires dénonce ces situations?

À qui le comité spécial créé lors de la vente de Provigo pour suivre la réalisation des engagements a-t-il fait rapport? Par exemple, a-t-on vérifié si ce n'est pas le lien de propriété entre Weston et Loblaw's qui a fait en sorte que Multi-marques a vu ses espaces de tablettes réduites et qui a peut-être été le facteur déclencheur dans la transaction récente? Faut-il s'inquiéter des mêmes relations d'apparen-

tés entre Loblaw's et une laiterie (Neilson) qui pourrait faire en sorte que le même sort pourrait être réservé aux produits de Natrel dans les supermarchés du groupe Loblaw's?

Le même questionnement et la même réflexion s'appliquent à la transformation de la Bourse de Montréal survenue il y a bientôt deux ans. Il y a quelques jours à peine, le président de la Bourse de l'Ouest annonçait qu'il n'ouvrirait pas de bureau à Montréal, que le bilinguisme ne serait pas au rendez-vous, et que cette bourse servirait désormais les sociétés québécoises à partir de Toronto. Pourquoi tout cela? Serait-ce parce qu'elle refuse de se soumettre à la décision de la CVMQ de 1999 qui faisait en sorte que pour exercer au Québec, cette Bourse devait s'assujettir aux règles du Québec en la matière, lesquelles furent établies dans sa décision sur la réorganisation des bourses? Pas un mot sur cette déclaration dans la presse écrite ou parlée. Qu'en est-il du bureau de la Bourse de Toronto à Montréal? Est-ce un vrai bureau? Les sociétés québécoises sont-elles bien desservies? Est-il assujéti aux règles du Québec ou opère-t-il avec une permission temporaire en attendant de pouvoir se soustraire aux règles actuelles du Québec? Combien d'emplois ont disparu suite à la réorganisation? Qu'en est-il

Une fois l'assemblage de ces entreprises réussi, la compagnie est vendue souvent avec beaucoup de tristesse et d'amertume

pouraire en attendant de pouvoir se soustraire aux règles actuelles du Québec? Combien d'emplois ont disparu suite à la réorganisation? Qu'en est-il

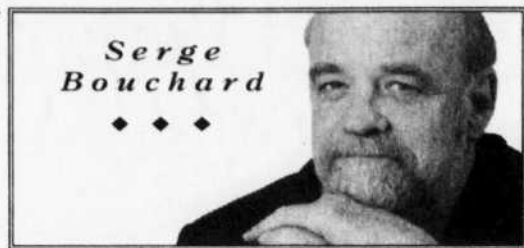
du paradis promis avec les produits dérivés, des emplois et de l'activité économique et financière annoncés lors de la réorganisation des bourses canadiennes qui prévoyait la spécialisation de la Bourse de Montréal? L'histoire du Montréal Trust et de son acquisition par la Banque Nova Scotia est identique et, on pourrait allonger la liste. Qui pose des questions?

La libéralisation des échanges et la mondialisation impliquent une libre circulation des personnes, des biens et des capitaux. Toutefois, il convient de s'interroger sur l'application sans nuances de ces principes. L'excès dans tout est néfaste. Ainsi, il semble pertinent et raisonnable qu'une économie puisse différencier ce qui est accessoire de ce qui est stratégique et névralgique à son développement et qu'elle puisse avoir son mot à dire sur certains aspects. D'ailleurs, ce principe est reconnu. Que l'on pense au secteur culturel pour lequel plusieurs pays ont demandé des exemptions à l'application des règles régissant le libre-échange. Il n'y a pas que le secteur culturel qui soit aussi l'objet de telles contraintes. Ici, au Canada, le nouveau projet de loi sur le secteur financier, que le gouvernement du Canada fera approuver ce printemps, prévoit que les grandes institutions financières ne pourront faire l'objet d'une prise de contrôle par un seul actionnaire.

Un maximum de 20 % de propriété par une seule entité est prévu parce que le secteur et les grandes institutions sont considérés par le gouvernement fédéral comme étant stratégiques pour le Canada. Il s'agit alors de définir, pour un territoire donné, ce qui est stratégique ou pas. Mais qui doit décider? La taille des entreprises doit-elle être le seul critère? Comment et selon quels critères s'effectue cette identification des secteurs névralgiques? À l'instar du gouvernement du Canada qui a identifié des secteurs «d'intérêt national» et stratégiques et pour lesquels la propriété des entreprises est assujéti à certaines contraintes (ex. transport aérien, communication, secteur financier, culture, etc.), les autres paliers de gouvernement devraient indiquer et encadrer, de façon non équivoque, ceux qu'ils considèrent comme étant stratégiques. De la sorte, investisseurs, gens d'affaires, citoyens, institutions et organismes auraient toute l'information requise pour prendre les décisions qui s'imposent dans le cours normal de leurs affaires et n'auraient pas à vivre les déchirements que provoquent certaines situations.

Et pendant que nos institutions et notre structure économique et financière s'étiolent, les médias discourent abondamment sur la propriété étrangère de nos équipes de sport professionnel, c'est capital pour notre identité et notre développement économique et sociétal.

Serge Bouchard



Attraper du mal

Nos mères disaient souvent cela: si nous ne mettons pas nos tuques en hiver, nous allons attraper du mal. Nos mères avaient le sens de la formule et elles savaient résumer en quelques mots l'anxiété profonde des consciences. Le simple fait de vivre est un acte de foi. Il est recommandé de croire au lendemain, de faire confiance à son cœur et à son corps, de croire aux vertus de sa tuque; il est recommandé de croire en la bonté de son étoile. Mais si la foi fait foi de tout, le mot foi, lui, n'a pas tellement la cote; il n'est plus à la mode pour avoir été trop utilisé dans le passé. Nous sommes très discrets sur le sujet, préférant nous en remettre aux causes et explications, aux pratiques et applications. Notre société s'explique sans bon sens. Elle a réponse à tout, elle pose toutes les bonnes questions, elle possède toujours la bonne information. Elle croit ne plus devoir croire puisqu'elle propose tous les savoirs. Cependant, rien n'est aussi sûr.

Tant de choses ne s'expliquent pas qui relèveront toujours du domaine de la foi. La foi, nous le savons, n'a pas besoin d'explication. La foi est quotidienne et ordinaire, elle est la condition humaine. Nous croyons en nos idées, ce qui déjà représente un énorme acte de foi. Nous faisons confiance à l'autre, nous comptons même sur lui, ce qui demande une bonne dose de foi. En fait, toutes les sociétés reposent sur la confiance. Nous ne sommes rien sans la bonne foi de l'autre. Il y a de la magie entre les êtres et cette magie constitue l'essentiel de la vie. Je crois en toi, tu crois en moi et ainsi va le monde.

Lorsque je monte dans l'avion, j'ai foi en l'aviation, en l'état de l'avion, au vouloir vivre des pilotes et je présume que tous les passagers sont des gens normaux, suffisamment heureux pour ne pas tenter d'en finir une fois pour toutes, faisant exploser l'appareil en plein vol, comme il est souvent montré dans les films de type «faits vécus». A chaque fois que l'avion décolle, j'espère avoir la foi tout au long du vol. Si la foi venait à manquer, l'avion tomberait, c'est sûr.

Au-dessus de l'Atlantique, la foi importe autant que le kérosène.

Avant de commencer un travail, un trajet, un projet, il faut croire. Avant de décliner, nous espérons une remontée. Quand tout est perdu, nous croyons encore; contre tout espoir, nous croyons toujours. C'est comme si nous avions un devoir d'espérance, un réflexe, une manière naturelle de nous rapporter au monde. Nous espérons jusqu'à la fin et il est connu que nous avons la foi bien au-delà. Cela s'appelle la religion. Le fait de croire favorise les croyances. Dès lors, la foi soulève bien plus que les montagnes, elle règle son compte à l'absurde, à l'insignifiance, elle donne un sens à la souffrance. Certains la disent coupable pour nous faire trop souvent accepter l'acceptable. Mais dans l'ensemble, c'est elle qui nous fait tenir. L'être de foi n'est jamais divertit. Il poursuit une sourde logique, une logique étrangère à la raison pratique. Il cherche à se sauver et il arrive qu'il se sauve.

La foi vient à bout des sondages, elle déjoue les statistiques, que voulez-vous de plus? Elle nous lie, nous relie, manière de toile ou de filet, une architecture et un réseau dont nous ignorons la nature et ne connaissons pas le matériau. C'est parce que nous avons tous la foi que le monde humain est possible. Pour aimer, il faut croire en l'amour. Pour guérir, il faut croire en la guérison. Nous aimons cette partie du monde qui ne s'explique pas, cette magie devant laquelle la science baisse les bras, ces miracles qui sauvent sans que nous puissions dire un mot sur le comment ou le pourquoi.

Pour une bonne part, l'acte médical est un acte de foi. Nul ne confie sa vie à l'aveuglette. Quand nous acceptons d'être aveugles, nous nous armons en conséquence. Nous nous injectons une dose de foi sans pareille, au point de rendre cette foi aveugle, justement. Sans elle, qui accepterait de s'en remettre au docteur, les yeux fermés? Qui accepterait de s'endormir sur une table d'opération? Mais il y a plus que la confiance. La foi est aussi un remède. Nous ne saurons jamais la part de foi et d'espérance qui entre dans les processus de guérison. Nous savons tous que, pour un patient donné, tous les médecins ne se valent pas. La qualité de la relation qui s'établit entre le médecin et le malade importe autant que tout le reste. Notre monde n'aime pas la magie mais la magie est là qui s'installe dans les moments cruciaux.

Dans un monde où tout s'explique, il est gênant d'invoquer l'ineffable. Il ne faut pas tuer la magie du monde car un monde sans magie n'est plus qu'un monde de calcul. Tous les calculs finissent par être froids.

Nous tenons à la vie comme on tient à sa mère. Perdre la foi, c'est comme signer son arrêt de mort. Quand la magie se brise, l'être attrape du mal.

Texte lu à l'émission radiophonique Une Planète, des Religions, diffusée le dimanche soir, à 23h, sur la première chaîne de Radio-Canada.

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs et lectrices. Étant donné l'abondance de courriel, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous prendrons contact avec son auteur.

Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

Uranium appauvri: quelle hypocrisie!

À la suite de la guerre du Golfe, de nombreuses publications scientifiques ont démontré l'effet néfaste de l'uranium appauvri sur la santé humaine

DRASKO PEKOVIC

médecin

Les médias nous offrent ces temps-ci un spectacle d'hypocrisie sans précédent, dans lequel les politiciens tentent de se laver les mains de la responsabilité des maladies graves et des nombreux décès des soldats ayant été déployés sur le territoire d'ex-Yougoslavie.

Les porte-parole des pays européens, membres de l'OTAN, blâment les États-Unis de ne pas avoir fourni les renseignements nécessaires quant aux dangers d'utiliser des munitions à l'uranium appauvri. La santé de leurs soldats est maintenant affectée et ces derniers blâment à leur tour leurs armées respectives.

Pendant ce temps, les victimes innocentes de la population civile, qui compte environ 14 millions d'habitants vivant sur les territoires de Bosnie et Herzégovine, de la Serbie, de Monténégro et de la province du Kosovo, où les forces américaines et britanniques ont abondamment bombardé avec les munitions d'uranium appauvri, sont laissées pour compte. Ils sont démunis de la possibilité de blâmer qui que ce soit pour leur sort et sont condamnés aux maladies graves, mourant rapidement. La radiation de l'uranium appauvri dure jusqu'à 4,5 millions d'années.

À la suite de la guerre du Golfe, de nombreuses publications scientifiques ont clairement démontré l'effet néfaste de l'uranium appauvri sur la santé humaine.

L'utilisation d'uranium appauvri en tant qu'arme de destruction massive est interdite par l'ONU. Comment l'humanité peut-elle permettre à la puissante armée des États-Unis d'ignorer délibérément ses actes et à ne pas prendre ses responsabilités? Comment les porte-parole des pays membres de l'OTAN peuvent-ils prétendre de ne pas connaître les dangers de l'uranium appauvri? Pourquoi les soldats professionnels engagés pour le bombardement de l'ex-Yougoslavie ont-ils accepté d'offrir leur service en sachant que, par l'utilisation de leurs munitions, tout pourrait se retourner contre eux?



SHAWN HANDLEY REUTERS

Pourquoi les soldats professionnels engagés pour le bombardement de l'ex-Yougoslavie ont-ils accepté d'offrir leurs services en sachant que, par l'utilisation de leurs munitions, tout pourrait se retourner contre eux?

Pendant que les États-Unis dirigent «l'ordre mondial» et entraînent les forces de l'OTAN dans l'agression d'un pays souverain, leurs crimes restent impunis et le nombre de victimes augmente sans cesse. Leurs victimes, parmi la population civile Yougoslave, ne sont pas des gens innocents assassinés, ce sont, dans leur langage, des «pertes collatérales».

Maintenant, «l'arroseur arrosé» par la poussière meurtrière de ses propres armes commence à compabiliser ses victimes. En montrant du doigt les «responsables», l'agresseur verse des larmes de crocodile sur ses soldats mourants. Assistons-nous à une crise de conscience mondiale, en nous occupant seule-

ment de la santé des agresseurs?

Des années ont passé avant que les médias ne dénoncent tout récemment les deux millions d'Irakiens tués dans les bombardements ou ayant succombé à l'uranium appauvri. Attendrons-nous aussi longtemps avant de pleurer sur les victimes civiles de l'ex-Yougoslavie?

Les peuples de l'ex-Yougoslavie considèrent qu'à ces conditions, si on ne parvient pas à devenir dingue, on n'est pas une personne normale.

Aurons-nous l'obligance, en tant qu'humanité, d'empêcher l'émergence d'une puissance sans la rendre responsable de ses actes?

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gerald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éducation) Yves d'Avignon (sports); Paule des Rivières (éditorialiste), Jean Dion, Louis-Gilles Francœur (environnement); Judith Lachapelle (science), Louise Leduc, Benoît Munger (responsable du site Web), Brian Myles (justice et faits divers); Isabelle Paré (santé); Michel Garneau (caricatures); Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques); Martin Dulos et Christine Dumazet (rédauteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (responsable), Stéphane Baillargeon (théâtre), Paul Canchon (médias), Caroline Montpetit (livres); Odile Tremblay (cinéma); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information); Hélène Baril, Claude Lévesque, Claude Turcotte; à l'information internationale: Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzetti, Manon Corneille (correspondants parlementaires à Ottawa); François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Durrissac (correspondants parlementaires à Québec); Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Louise-Maude Rioux Soucy; Marie-Claude Petit (comité); la documentation: Gilles Paret (directeur); Brigitte Arsenault, Manon Beron, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa); LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING, Jacqueline Avri, Jean de Billy, Manon Bouchard, Gyslain Côté, Marlene Côté, Anouk Hurburt, Dominique Larivière, Christiane Legault, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Chantal Rainville, Micheline Ruelland, (publicitaires), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire); LA PRODUCTION Christian Goulet (responsable de la production), Claudine Bédard, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Marie-Josée Hudon, Yanick Martel, Olivier Zuida, PROMOTION ET TIRAGE, Johanne Brien (responsable à la clientèle), Hélène Gervais, Evelyn Labonté (responsable à la promotion des abonnements), Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc, L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Olivier Lachambre (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (secrétaire administrative), Danielle Laperrière, Caroline Perrier, Danielle Ross, LA FONDATION DU DEVOIR Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

DROITS

SUITE DE LA PAGE 1

«Quand je suis venu ici pour la première fois [en 1994], il n'était pas possible de mentionner cela. Nous parlions de la gestion gouvernementale», a-t-il expliqué pendant un point de presse.

M. Chrétien affirme qu'il est le premier leader étranger à jamais avoir abordé le sujet en territoire chinois. C'était il y a deux ans, rappelle-t-il, lors d'un discours à l'université de Pékin.

Hier, il aurait souhaité que les Chinois s'engagent davantage. Toutefois, il est quand même heureux de la tournure des événements. «Ils sont prêts à avoir un dialogue et ils nous ont donné des réponses. Nous ne sommes pas complètement satisfaits, mais au moins nous pouvons en parler», dit-il.

Ainsi, à propos du Tibet, Zhu Rongji est resté inflexible. «Il serait prêt à avoir un dialogue avec le dalai-lama à condition qu'il reconnaisse que le Tibet est une province de la Chine», rapporte M. Chrétien.

Même chose pour le groupe Falun Gong: la Chine soutient qu'elle n'a pas enfreint la liberté de religion en interdisant le mouvement. «C'est une question qu'il prétend qui est sociale et qui n'est pas religieuse», rapporte encore M. Chrétien.

Mais il a été impossible d'obtenir des réponses directement de la bouche de Zhu Rongji. Il a refusé de prendre part à tout point de presse avec les journalistes canadiens. Les autres leaders chinois, dont le président Zhang Zemin, avec lesquels Équipe Canada aura des entretiens, ont refusé aussi les demandes en ce sens.

Selon un autre haut responsable canadien, M. Chrétien a appelé la Chine à ratifier deux pactes de l'ONU sur les droits de l'homme. M. Zhu l'a assuré que le pacte sur les droits économiques, sociaux et culturels, signé par Pékin en 1997, serait ratifié «très prochainement» par le parlement chinois.

L'autre pacte, qui concerne les droits civils et politiques, fait toujours l'objet d'études et sera soumis au parlement le moment venu, a déclaré M. Zhu à la délégation canadienne. Il a été signé par la Chine en 1998.

Le haut responsable a indiqué que les Chinois n'avaient pas soulevé le cas de l'homme d'affaires chinois Lai Changxin, détenu au Canada mais qui est au centre d'un énorme scandale de contrebande de qui s'est déjà traduit par la condamnation à mort de 14 responsables de la province du Fujian.

Par le premier ministre de la Colombie-Britannique, Ujjal Dosanjh, on sait au moins que Zhu Rongji a été franc dans ses réponses au sujet des droits de la personne pendant la rencontre d'hier. «Il a été ouvert et a donné une longue réponse à ces questions. Il n'a pas tenté de s'esquiver», a indiqué M. Dosanjh aux journalistes.

En fin de journée, lors d'une allocution avant un dîner officiel avec le premier ministre chinois, M. Chrétien a ironisé sur les pressions qu'il peut mettre sur les Chinois. «Mettons les choses en perspective: nous sommes 30 millions, ils sont 1,2 milliard. Vous voulez que je dise aux Chinois quoi faire, mais vous ne voulez pas que je dise aux premiers ministres [canadiens] quoi faire.»

La semaine dernière, des sympathisants du Falungong ont porté plainte au Canada, affirmant avoir subi des menaces de la part de diplomates en poste à Ottawa. Le gouvernement canadien a promis de faire une enquête.

Les seuls commentaires publics de Zhu Rongji ont eu lieu juste avant la rencontre de l'après-midi. Mais il ne s'agissait que de propos de circonstances. Par exemple, il a félicité M. Chrétien pour sa réélection. Il a dit que sa visite d'Équipe Canada «établira un lien entre le passé et l'avenir», et que la mission constitue une «forme innovatrice de faire de la diplomatie».

Les premiers ministres d'Équipe Canada consacreront la journée d'aujourd'hui à la visite de la ville de Xian, où reposent des milliers de guerriers en terre cuite, gardiens du tombeau du premier empereur de Chine.

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courriel redaction@ledevoir.com

L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346
Par télécopieur (514) 985-3390

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les petites annonces

et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-3390
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

SUITE DE LA PAGE 1

À compter du 23 février prochain, la plupart des pharmaciens propriétaires, qui gèrent 1494 des 1593 pharmacies au Québec, selon les données du ministère, se désengageront du régime public d'assurance-médicaments parce que les négociations touchant leurs honoraires sont présentement dans l'impasse.

Si rien n'est fait, pendant huit jours à partir du 23 février, plus de trois millions de Québécois, y compris les plus démunis de la société, devront payer le plein prix de leurs médicaments pour ensuite se faire rembourser par la Régie d'assurance maladie du Québec (RAMQ). Conséquence prévisible: les bénéficiaires de l'aide sociale, les personnes âgées prestataires de la sécurité du revenu et les familles les plus pauvres vont se priver de médicaments puisqu'ils ne pourront pas avancer l'argent. Le régime public d'assurance-médicaments traite 200 000 ordonnances par jour.

Toutefois, après cette période de huit jours, le gouvernement, en vertu de la Loi sur l'assurance-maladie, peut adopter un décret afin d'obliger les pharmaciens à remplir les ordonnances présentées par la population.

La loi spéciale que prépare le contentieux du ministère prévoirait d'éliminer cette période de flottement

PHARMACIENS

de huit jours. Mais, en plus, elle confirmerait, pour la suite des choses, un mécanisme de remboursement des médicaments qui rendrait la vie difficile aux pharmaciens.

Ainsi, le pharmacien devra fournir les médicaments gratuitement à l'assuré à qui il remettra un reçu. L'assuré enverra ce reçu à la RAMQ qui émettra un chèque, envoyé au citoyen, pour que ce dernier le remette finalement à son pharmacien. Une telle procédure plongera les pharmacies dans le «bordel» administratif, augmentant les délais et les risques de non-paiement, admet-on au ministère. À l'heure actuelle, les pharmaciens sont payés directement par la RAMQ, automatiquement par crédit informatique, 15 jours après la fourniture des médicaments.

Au ministère, on reconnaît que la formulation de la loi, par son côté dérangeant, vise à inciter les pharmaciens à rentrer dans le rang avant la date fatidique du 23 février et à accepter les offres du gouvernement.

Ces derniers jours, la partie de bras de fer entre le gouvernement et les pharmaciens propriétaires est entrée dans une phase plus dure encore.

Hier, le directeur général de l'Association québécoise des pharmaciens propriétaires (AQPP), Normand Cadieux, estimait que le gouvernement n'entendait pas

respecter sa promesse de ne pas pénaliser la population.

L'éventualité d'une loi spéciale n'a pas toutefois semblé émouvoir outre mesure M. Cadieux. «Les pharmaciens sont au courant des moyens à la disposition du gouvernement», a-t-il dit. Il a toutefois reconnu le caractère dérangeant que pourrait présenter la loi sur le plan administratif pour les pharmaciens. «J'imagine que ce serait l'enfer mais pour la RAMQ aussi», a-t-il dit. «Mais il y a des moyens pour nous de prévenir cette situation», a dit M. Cadieux, s'arrêtant là pour ne pas dévoiler la stratégie de l'AQPP pour la bataille qui s'annonce.

Le gouvernement offre aux pharmaciens une hausse de leurs honoraires équivalente aux augmentations de salaires consenties dans le secteur public, soit 1,5 % pour 1999 et 2,5 % pour chacune des années subséquentes jusqu'en 2002. Au 1^{er} janvier 2002, les honoraires moyens pour remplir une ordonnance seraient donc portés à 7,45 \$. Les pharmaciens réclament de leur côté des honoraires de 8,15 \$ pièce, soit l'équivalent des honoraires payés par les assureurs privés en 1998. L'écart entre les parties s'établit à 49,7 millions par an au 1^{er} janvier 2002 sur des honoraires annuels de plus de 400 millions à cette date, selon l'évaluation du ministère.

PRESSE

SUITE DE LA PAGE 1

Cette fois-ci ça semble sérieux. Ottawa rédige donc en 1983 un avant-projet de Loi sur les quotidiens, qui affirme en préambule que l'information est devenue «un objet de grave préoccupation nationale». Le loi prévoit que l'achat d'un titre par un groupe de presse qui possède déjà 20 % du tirage total des quotidiens sera interdit. Une loi qui meurt de sa belle mort avec l'élection du gouvernement Mulroney.

Dans les années 90 le milieu journalistique prend acte de l'intégration grandissante des grands empires médiatiques. L'information à la radio privée se désagrège, Conrad Black étend son empire et prend le contrôle de Southam. En 1997 Québecor met la main sur TQS et la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ) se résigne, pose des conditions mais approuve la transaction pour sauver les emplois à TQS.

Puis, le mouvement s'accélère. En janvier 2000 le mariage AOL/Time-Warner aux États-Unis lance la méga-convergence entre médias traditionnels et nouveaux médias Internet. Au Canada trois transactions majeures font augmenter la concentration médiatique à un niveau inégalé: l'achat des journaux anglophones de Conrad Black par CanWest, l'offre d'achat de Québecor sur Videotron/TVA et l'achat des journaux francophones de Black (dont *Le Soleil*) par Gesca (*La Presse*).

Tout au long de l'année ces mouvements suscitent une inquiétude diffuse mais personne ne bouge. Parmi les ministres du gouvernement québécois on est même étonné de l'apathie des journalistes, selon nos sources.

Lorsque Gesca annonce qu'il achète les journaux de Black en novembre le président du Conseil de

presse, Michel Roy, donne le ton: une plus grande diversité de la propriété serait souhaitable mais il faut tenir compte de la réalité, dit-il. La concentration n'est plus un péché et il fallait venir au secours du *Soleil* qui déclinait sans cesse.

La FPJQ, qui se veut le porte-parole officiel des journalistes mais qui regroupe autant les employés de la base que les patrons de presse, ne sait plus sur quel pied danser. En novembre elle tient son congrès annuel et met à l'ordre du jour un débat sur la concentration de la presse.

C'est alors que tout éclate. Devant Michel Roy qui approuve les fusions l'ancien ministre Claude Ryan dénonce haut et fort le mouvement de concentration en cours. Le lendemain les membres de la FPJQ adoptent une résolution exigeant une commission parlementaire sur la question. Dans les jours suivants Québec se rend à leur demande... comme si le pouvoir politique n'attendait que les journalistes se manifestent pour passer à l'action.

Donc le débat est lancé. A la FPJQ on admet aujourd'hui avoir fait erreur en approuvant en 1997 la transaction Québecor/TQS. Les promesses des dirigeants des entreprises sont maintenant vues avec plus de méfiance. Les journalistes du *Journal de Montréal* par exemple se montrent très critiques envers le Comité des sages qui avait été mis en place par le CRTC pour bien surveiller l'indépendance des salles de TQS et du *Journal de Montréal* l'une par rapport à l'autre.

Mais malgré cette méfiance, malgré le fait que cette semaine tous les groupes de journalistes presseront Québec d'agir, rien n'indique vraiment que le gouvernement soit prêt à légiférer pour garantir la diversité des sources d'information.

ZONE

SUITE DE LA PAGE 1

Autre guerre, même logique: les commerçants de villages du Chiapas, dans le sud du Mexique, ne réagissent pas autrement, redoutant le retrait de la zone de conflit amorcé sous Fox par l'armée mexicaine, installée depuis des années, pour la survie de leurs petits commerces.

La frontière mexico-américaine, une zone de guerre où se produit actuellement un «massacre», dit le journaliste Jorge Ramos Avalon. C'est le printemps dernier, à Brackettville, un élèveur qui a tiré sur un illegal qui a saigné à mort. C'est, à Del Rio, un Mexicain abattu d'une balle dans le dos. C'est, en juin dernier, à Matamoros, deux jeunes hommes qui se sont noyés dans les eaux tumultueuses du Rio Bravo, au vu et au su d'une caméra de TV Azteca, l'une des principales chaînes mexicaines. Les images ont fait le tour du pays. C'est cette dame de Guadalajara, depuis des mois sans nouvelles de son fils que les autorités, avec une approximation qui la rend folle d'inquiétude, ont déclaré disparu... Et c'est donc aussi, très souvent, des cadavres découverts au milieu de nulle part, sous les buissons, trop longtemps après le décès pour être identifiables.

Disait récemment le sheriff à la retraite de la ville texane de Sarita au *Dallas Morning News*: «Les illegaux étaient des paysans [il y a 20 ou 30 ans], savaient ce qu'ils faisaient, étaient préparés... Aujourd'hui, ils arrivent de la ville, sans se rendre compte de ce qui les attend... et ils meurent.»

N'empêche que — et les chiffres manquent évidemment de précision — plus de 350 000 Mexicains par année s'installent illégalement aux États-Unis (soit en traversant dans des conditions dangereuses, soit en outrepassant leur droit de visa) pour se trouver, dans cet immense éden des Amériques, le petit emploi qui leur permettra de se tenir un cran au-dessus de la misère dont ils n'arriveraient pas autrement à se sortir en restant au Mexique, où les salaires sont dix fois moins élevés. Le nombre de clandestins du monde entier est évalué à environ six millions aux États-Unis. Grosso modo, la moitié sont de nationalité mexicaine. Ils ne sont pas très riches, souvent fort pauvres, mais ils sont aux États-Unis...

Indifférence partagée

Du reste, l'indifférence est partagée par les opinions publiques des deux côtés de la barrière. A Guadalajara, capitale du Jalisco, grand État exportateur de main-d'œuvre légale et illégale aux États-Unis, des ONG locales organisent depuis deux ans de grandes manifestations publiques en plein centre-ville pour essayer de sensibiliser les gens.

«Avant ça, personne ne s'y intéressait», souligne l'activiste Ernesto Pintor. Cette catastrophe, on accepte plus ou moins de la voir, dit-il, parce que, tout simplement, la présence mexicaine aux États-Unis comporte des avantages économiques extraordinaires: 14 milliards de dollars sont renvoyés annuellement au Mexique par ses expatriés. La troisième plus grande source de devises après le pétrole et le tourisme. Une somme gigantesque dont dépendent des centaines de milliers de familles mexicaines «et qui représente des taxes pour le gouvernement et de belles quêtes le dimanche à l'église». De chaque côté de la rue Lopez Cotilla, dans le centre de Guadalajara, sont alignés une bonne vingtaine de bureaux de change. Fonction numéro un: changer les dollars que le mari ou le fils envoie des États-Unis.

D'où l'hypocrisie, l'ambivalence et l'oubli, dit le jeune Pintor, face à ceux — et celles — qui perdent la vie en chemin. Frontière-cicatrice, a écrit le Mexicain Carlos Fuentes, pudiquement. La plaie est encore ouverte, purulente, pourrait-on dire aussi: trafic de drogue (70 % de la drogue qui entre aux États-Unis emprunte les mêmes sentiers que les clandestins), de personnes, d'enfants, de marchandises de toutes sortes; corruption des douaniers, déportations massives et atteintes croissantes aux droits de la personne de la part d'autorités carcérales et policières débordées; et tout cela, au milieu de champs de *maquiladoras* (ces usines de sous-traitance) qui donnent le dixième en salaire de ce qu'on peut gagner chez les Américains...

Nulle part ailleurs sur la planète qu'à cette frontière se côtoient d'aussi près le Nord et le Sud, le monde riche et le monde pauvre. Une plaie ouverte sur laquelle, pour solution principale, les Américains ont planté des clôtures. Comme des points de suture.

Des clôtures contre la vague

Les États-Unis vivent à l'heure actuelle la vague d'immigration — légale et illégale — la plus grande de leur histoire. Plus grande encore que celle de la *Great Migration* des années 1900-1920. Juste légalement, quelque 1,1 million d'immigrants y entrent par année. Ce sont 400 000 personnes de plus qu'au début du siècle. La croissance de l'économie américaine, qui se met d'ailleurs actuellement à ralentir, a créé depuis le début des années 90 des besoins énormes en main-d'œuvre et sa vitalité a exercé sur les travailleurs, spécialisés ou non, une immense force d'attraction.

Ainsi le chante Manu Chao dans *Clandestino*: «Courir est mon destin.» Mais c'est une course à obstacles. Pour endiguer le flot des clandestins à la frontière — surtout des Latino-Américains, mais aussi de plus en plus de Chinois et d'Européens des ex-pays de l'Est —, les opérations «Gatekeeper» en Californie et «Hold The Line» au Texas ont été mises sur pied au début de la présidence de Bill Clinton par les puissants services d'immigration américains (IINS). Des opérations consistant essentiellement à construire des clôtures en certains points de la frontière et à augmenter massivement les patrouilles policières. Des effectifs de 16 000 personnes sont agglutinés à la frontière (ce qui équivaut au quart des effectifs de l'armée canadienne). Les barrages sont triples entre Tijuana et San Diego. Duncan Hunter, représentant républicain de la région de San Diego, aurait voulu qu'une clôture soit construite du Pacifique à l'Atlantique, rien de moins, mais Clinton n'est pas allé jusque-là.

Le fait est, selon une étude de l'Université de Californie, que Gatekeeper n'a pas découragé l'immigration illégale, elle l'a seulement déplacée, poussant plus loin les clandestins mal préparés à traverser la frontière dans des conditions plus dangereuses, par le désert et les montagnes.

Le fait est, affirme Claudia Smith, d'une organisation qui s'appelle California Rural Legal Assistance Foundation, que Gatekeeper est une «opération meurtrière»: le nombre de décès, dit-elle, a augmenté de 400 % depuis son entrée en opération, en 1994. Pendant que, de l'autre côté des douanes, les employeurs américains se disputent cette main-d'œuvre bon marché sans se faire embêter le moins du monde par les autorités. La loi prévoit pourtant des sanctions contre ceux qui embauchent des illégaux. Dans la réalité, pas plus d'une demi-douzaine d'employeurs ont été poursuivis.

◆ ◆ ◆
Demain: Des solutions de rechange à la «militarisation»

HOMME

SUITE DE LA PAGE 1

Ces descriptions scientifiques font suite à l'annonce en juin 2000 à la Maison-Blanche qu'une carte quasi complète du génome humain avait été établie.

«Maintenant, nous devons apprendre à nous en servir pour comprendre la biologie de l'organisme», commente Davis Galas d'Applied Life Science (Californie) dans *Science*.

Au terme de plus d'une décennie d'intenses recherches, le décryptage du génome humain, considéré comme un événement aussi emblématique que la conquête de la Lune, le consortium international public et son rival, Celera Genomics, firme privée américaine dirigée par Craig Venter, livrent chacun leur version «complétée», publiée respectivement dans *Nature* et dans *Science*. Les deux séquences sont mises à la libre disposition de la communauté scientifique sur Internet.

Du ver de terre à la mouche, de la souris à l'homme, et des hommes de toutes origines, nous sommes tous étonnamment semblables et tous si étroitement liés. En tout cas d'un strict point de vue biologique.

«Il ne fait aucun doute que la vision génomique de notre place dans la nature va être à la fois une source d'humilité et un coup sérieux porté à l'idée du caractère unique du genre humain», estime l'anthropologue Svante Paabo de l'Institut Max Planck, à Leipzig (Allemagne), dans un article de la revue *Science*.

Qu'on en juge: si l'homme possède environ 30 000 gènes, ce n'est que deux à trois fois plus que les 13 000 gènes de la mouche drosophile ou une fois et demie de plus que les 20 000 gènes d'un ver comme le nématode. Reste à comprendre «comment un aussi petit nombre de gènes peut engendrer une mouche ou une personne», souligne l'une des responsables de *Science*, Barbara Jasny.

«La complexité de l'organisme humain ne s'explique pas par la quantité supérieure de gènes», indique le Français Jean-Michel Claverie, expert auprès de *Science*. «La plus grande différence entre l'homme et la mouche, c'est la complexité de nos protéines», ajoute l'Américain David Baltimore. Celera offre d'analyser la plus détaillée des protéines humaines, souligne-t-il dans *Nature*. L'analyse de notre patrimoine génétique montre notamment qu'il recèle de vastes étendues quasi désertiques, avec peu ou pas de gènes, et des gènes principalement regroupés en «lots» et des traces d'échanges de gènes avec des bactéries.

Mais de nombreuses questions restent en suspens, reconnaît Craig Venter. Les scientifiques ignorent en particulier la fonction d'environ 40 % des gènes, indique-t-il. En fait, chercheurs et compagnies sont déjà passés à un défi autrement plus impressionnant: l'étude des protéines, une discipline baptisée «protéomique», pour repérer des cibles thérapeutiques prometteuses parmi les centaines de milliers de protéine dont dispose l'homme.

BÉNÉFICES

SUITE DE LA PAGE 1

«L'anomalie, c'est la bulle du millénaire, cette énorme bulle spéculative» du début de l'année 2000, et non la baisse qui s'en est suivie, estime le Dr William Haseltine, p.-d.g. de Human Genome Sciences.

«Rappelez-vous de la situation de cette industrie il y a deux ans. Depuis, sa valeur en bourse a probablement été multipliée par cinq. Alors bien sûr ce n'est pas 10 fois plus, mais cela reste une performance extraordinaire», note William Haseltine. Ces «niveaux irrationnels» atteints début 2000 s'expliquent par les «attentes irréalistes» des investisseurs, explique Eric Roberts, co-directeur du secteur santé globale chez la banque d'affaires Lehman Brothers.

Les investisseurs, alors émuillés par les progrès de la recherche génique, n'ont réalisé que récemment que les médicaments issus de ces recherches ne sortiraient pas immédiatement sur le marché et que les laboratoires n'en verraient les bénéfices que dans «10, 20, voire même 30 ans», selon l'analyste.

Loin de marquer la fin du chemin, les données publiées par la recherche publique, dans le cadre du Projet de Génome Humain (HGP), ne constituent que les prémices de la recherche génique. «Ces données sont si inintéressantes, si floues, si incomplètes!», s'exclame le Dr Haseltine, qui n'hésite pas à les qualifier de «pratiquement inutiles».

«Les médias font force battage sur le fait que ce soit fini, sans comprendre que c'est loin d'être fini!», renchérit Cathy Schaeff, professeur associée du département de biologie de l'Université américaine de Washington.

La connaissance complète du séquençage fournira certes des informations, reconnaît-elle, mais il faudra ensuite déployer «d'énormes efforts» pour interpréter ces séquences et localiser les quelque 30 000 gènes qui constituent le long ruban d'ADN.

Afin de récolter au plus vite les fruits de leurs travaux et de leurs lourds investissements, les laboratoires «essaieront probablement de cibler d'abord des gènes simples, responsables de troubles spécifiques ou de problèmes comme l'alcoolisme, qui éveilleront fortement l'intérêt du public», selon l'universitaire.